

E-XAELIDIA PEP



GENERALI  
Patrimoine



Note d'Information  
valant Conditions Générales

[www.generalipatrimoine.fr](http://www.generalipatrimoine.fr)

# Dispositions essentielles du contrat

1. **e-Xaélidia PEP est un contrat individuel d'assurance sur la vie.**

2. Les garanties du contrat sont les suivantes :

- Au terme, si l'Assuré est en vie : paiement d'un capital ou d'une rente à l'Assuré.
- En cas de décès de l'Assuré : paiement d'un capital ou d'une rente au(x) Bénéficiaire(s) désigné(s).

Les sommes versées peuvent être libellées en euros ou en unités de compte, selon le choix du Souscripteur.

Pour la partie libellée en euros, le capital en cas de vie ou en cas de décès est au moins égal aux sommes versées, nettes de frais.

**Pour la partie libellée en unités de compte, les montants investis sur les supports en unités de compte ne sont pas garantis mais sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers.**

Ces garanties sont décrites aux articles "Objet du contrat" et "Nature des supports sélectionnés" de la présente Note d'Information valant Conditions Générales.

3. Pour la partie des garanties libellées en euros, le contrat prévoit une participation aux bénéfices déterminée sur la base d'un taux minimum annuel garanti pour l'exercice civil en cours. Ce taux de participation aux bénéfices effectivement attribué au titre de l'exercice précédent est égal à 100 % du rendement net réalisé dans le fonds Euro Epargne diminué des frais de gestion, il ne peut être inférieur au taux minimum annoncé en début d'année.

Les conditions d'affectation de ces bénéfices sont indiquées à l'article "Attribution des bénéfices" de la présente Note d'Information valant Conditions Générales.

4. Le contrat comporte une faculté de rachat total ou partiel. Les sommes dues au titre d'un rachat sont versées par l'Assureur dans un délai de trente (30) jours.

Les modalités de rachat sont indiquées aux articles "Règlement des capitaux" et "Modalités de règlement et adresse de correspondance" de la présente Note d'Information valant Conditions Générales.

Des tableaux indiquant les valeurs de rachat et le montant cumulé des versements bruts du contrat au terme des huit premières années figurent à l'article "Montant cumulé des versements bruts et valeurs de rachat au terme des huit premières années" de la présente Note d'Information valant Conditions Générales.

5. Les frais applicables au titre du contrat sont les suivants :

- Frais à l'entrée et sur versement :  
Frais sur les versements initial, libre et libres programmés : 4,50 %.

- Frais en cours de vie du contrat :

Frais de gestion sur les supports représentatifs des unités de compte : 0,20 % prélevés trimestriellement par diminution du nombre d'unités de compte, soit 0,80 % par an.

Frais de gestion sur le support en euros : 0,60 point par an du montant de la valeur atteinte du contrat libellée en euros.

Frais de couverture PEP : 0,125 % prélevés trimestriellement par diminution de la valeur atteinte du contrat soit 0,50 % par an.

- Frais de sortie : néant

- Autres frais :

Frais d'arbitrage entre les supports : 0,50 % du montant arbitré pour une demande par courrier et 15 euros pour une transaction en ligne.

Les supports représentatifs des unités de compte peuvent aussi supporter des frais qui leur sont propres. Ceux-ci sont indiqués dans les prospectus simplifiés et/ou sur le site Internet des sociétés de gestion et/ou sur le site Internet de Generali Patrimoine.

6. La durée du contrat recommandée dépend notamment de la situation patrimoniale du Souscripteur, de son attitude vis-à-vis du risque, du régime fiscal en vigueur, et des caractéristiques du contrat choisi. Le Souscripteur est invité à demander conseil auprès de son Assureur.

7. Le Souscripteur désigne le(s) Bénéficiaire(s) de la (des) garantie(s) du contrat dans le Bulletin de souscription et ultérieurement par avenant au contrat. Cette désignation du Bénéficiaire peut être effectuée notamment par acte sous seing privé ou par acte authentique.

Les modalités de cette désignation ou modification sont indiquées à l'article "Désignation du (des) Bénéficiaire(s) et conséquences attachées à l'acceptation du bénéfice du contrat par le(s) Bénéficiaire(s) désigné(s)" de la présente Note d'Information valant Conditions Générales.

**Cet encadré a pour objet d'attirer l'attention du Souscripteur sur certaines dispositions essentielles de la Proposition d'assurance.**

**Il est important que le Souscripteur lise intégralement la proposition d'assurance et pose toutes les questions qu'il estime nécessaires avant de signer le contrat.**



# Glossaire

## A

### ARBITRAGE

Opération qui consiste à modifier la répartition de la valeur atteinte entre les différents supports financiers du contrat.

### ASSURÉ

Personne physique sur laquelle repose le risque garanti par l'Assureur. C'est son décès ou sa survie à un moment déterminé qui conditionne la prestation de l'Assureur.

### ASSUREUR

Generali Vie.

### AVANCE

Opération par laquelle l'Assureur consent à faire au Souscripteur une avance de somme d'argent moyennant le paiement d'intérêts.

## B

### BÉNÉFICIAIRE(S) EN CAS DE DÉCÈS

Personne(s) désignée(s) par le Souscripteur pour percevoir le capital ou la rente en cas de décès de l'Assuré.

### BÉNÉFICIAIRE EN CAS DE VIE

L'Assuré.

## D

### DATE DE VALEUR

Date d'investissement sur les supports pour les versements, date de prise en compte des mouvements pour le rachat, l'arbitrage, le terme ou le décès. Elle constitue le point de départ des intérêts ou la date de référence pour la détermination des valeurs des unités de compte.

## G

### GENERALI PATRIMOINE

Pôle de commercialisation et/ou de gestion de votre contrat au sein de Generali Vie.

## P

### PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

Part des plus-values redistribuées au Souscripteur au titre du contrat.

### PROPOSITION D'ASSURANCE

Est constituée du Bulletin de souscription et de la Note d'Information valant Conditions Générales.

## R

### RACHAT

À la demande du Souscripteur, versement anticipé de tout ou partie de la valeur atteinte.

## S

### SOUSCRIPTEUR

Personne physique qui a signé le Bulletin de souscription, choisi les caractéristiques de son contrat et désigné le(s) Bénéficiaire(s) en cas de décès.

## U

### UNITÉS DE COMPTE

Supports d'investissement, autres que le fonds en euros, qui composent les contrats d'assurance vie. Les principales unités de compte sont adossées aux actions, aux obligations et à l'immobilier. Les unités de compte sont susceptibles d'évoluer à la hausse ou à la baisse en fonction des fluctuations du marché.

## V

### VALEUR ATTEINTE

Dans un contrat en unités de compte et/ou en euros, il s'agit de la valeur du contrat à un moment donné.





# Les articles

## 1. Objet du contrat

e-Xaélidia PEP est un contrat d'assurance vie libellé en unités de compte et/ou en euros créé par l'Assureur, régi par le Code des assurances et relevant de la branche 22 "Assurance liée à des fonds d'investissement" du même Code et présenté par l'intermédiaire de votre Courtier d'assurances. e-Xaélidia PEP est un contrat de durée déterminée, d'une durée minimum de dix (10) ans, à versements libres et/ou libres programmés. Il vous permet de réaliser, si vous le souhaitez, certaines opérations en ligne.

À la souscription et pendant toute la durée du contrat, vous pouvez, en fonction de vos objectifs, choisir de répartir vos versements entre le fonds Euro Epargne et différentes unités de compte sélectionnées et référencées par l'Assureur. La liste des supports disponibles au jour de la souscription vous est proposée en Annexe I.

e-Xaélidia PEP a pour objet de garantir le versement d'un capital à l'Assuré si celui-ci est en vie au terme du contrat ou au(x) Bénéficiaire(s) désigné(s) en cas de décès de l'Assuré.

Une garantie de prévoyance (définie en Annexe II) peut être retenue à la souscription.

e-Xaélidia PEP est souscrit dans le cadre de la fiscalité PEP (Plan d'Épargne Populaire) instituée par la Loi 89-935 du 29/12/1989.

Les informations contenues dans la Note d'Information valant Conditions Générales sont valables pendant toute la durée du contrat, sauf avenant.

## 2. Transfert de PEP sur le contrat d'assurance vie e-Xaélidia PEP

En cas de transfert de PEP vers le contrat d'assurance vie e-Xaélidia PEP, l'investissement des fonds transférés s'effectue conformément aux règles d'investissement minimum sur le fonds Euro Epargne définies à l'article "Règles d'investissement",

Lorsque la durée fiscale du PEP est supérieure ou égale à huit (8) ans, vous avez la possibilité d'investir la plus-value potentielle sur des unités de compte. Dans un premier temps, le montant du transfert est intégralement investi sur le fonds Euro Epargne dans les conditions définies à l'article "Règles

d'investissement" selon la durée fiscale du PEP. Dans un second temps, à réception du certificat d'identification dûment complété (document qui permet de déterminer la plus-value), l'Assureur effectue les investissements sur les unités de compte conformément à votre demande et dans le respect des règles d'investissement.

Le transfert ne peut être accepté que si le montant transféré excède le montant des primes nettes versées sur le PEP depuis son origine.

## 3. Date d'effet du contrat

Le contrat prend effet dès la signature du Bulletin de souscription sous réserve de l'encaissement effectif du premier versement par l'Assureur et de la réception par ce dernier de l'ensemble des pièces exigées à la souscription.

L'Assureur vous adresse dans un délai de trente (30) jours au plus les Conditions Particulières du contrat qui reprennent l'ensemble des éléments du Bulletin de souscription.

**Si vous n'avez pas reçu vos Conditions Particulières dans ce délai, vous devez en aviser l'Assureur par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse figurant à l'article "Modalités de règlement et adresse de correspondance".**



# Les articles

## 4. Durée du contrat

**Vous souscrivez obligatoirement un contrat de durée déterminée. Vous déterminez librement la durée en respectant un minimum de dix (10) ans.**

**Il prend fin au terme que vous aurez fixé, en cas de rachat total ou en cas de décès de l'Assuré avant le terme.**

## 5. Pièces nécessaires à la souscription

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, le Bulletin de souscription obligatoirement complété de tous les champs devra être accompagné des pièces justificatives et d'une Fiche de Renseignements Complémentaires si nécessaire.

Dans le cas d'un paiement par virement et en l'absence de communication des pièces réclamées dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de signature du Bulletin de souscription, les fonds seront restitués dans les mêmes modalités que le paiement initial.

## 6. Versements

### > 6.1 Versement initial et versements libres

Dans le cadre d'un transfert PEP vers le contrat e-Xaélidia PEP, vous effectuez un premier versement au moins égal à 5 000 euros.

Les versements suivants seront d'un montant minimum de 2 000 euros.

L'affectation minimum par support de ces versements est égale à 1 000 euros.

À défaut de toute spécification de votre part, la ventilation entre supports de chaque versement est identique à celle appliquée au dernier versement effectué (conformément aux règles d'investissement sur le fonds Euro Epargne définies à l'article "Règles d'investissement").

### > 6.2 Option versements libres programmés

À tout moment, et dès la souscription si vous le souhaitez, vous pouvez opter pour des versements libres programmés d'un montant minimum de :

- 100 euros pour une périodicité mensuelle,
- 300 euros pour une périodicité trimestrielle,
- 500 euros pour une périodicité semestrielle,
- 1 000 euros pour une périodicité annuelle.

L'affectation minimum par support est égale à 100 euros.

Si vous optez pour des versements libres programmés dès la souscription, le versement initial est au moins égal à 1 000 euros.

En cours de vie du contrat, vous avez la possibilité de mettre en place des versements libres programmés. Le premier (1<sup>er</sup>) prélèvement interviendra le dix (10) du dernier mois de la période considérée suivant la date de réception de la demande par l'Assureur.

Si vous avez opté pour l'option versements libres programmés dès la souscription, le premier (1<sup>er</sup>) prélèvement interviendra alors le dix (10) du :

- deuxième (2<sup>ème</sup>) mois suivant la réception de la demande par l'Assureur dans le cadre de versements mensuels,
- troisième (3<sup>ème</sup>) mois suivant la réception de la demande par l'Assureur dans le cadre de versements trimestriels,
- sixième (6<sup>ème</sup>) mois suivant la réception de la demande par l'Assureur dans le cadre de versements semestriels,
- douzième (12<sup>ème</sup>) mois suivant la réception de la demande par l'Assureur dans le cadre de versements annuels.

Les prélèvements automatiques suivants s'effectueront le dix (10) du dernier mois de la période considérée.



# Les articles

## 6. Versements (suite)

En cours de vie du contrat, vous disposez de la faculté de modifier le montant de vos versements libres programmés ou de les interrompre. La demande doit être reçue par l'Assureur par courrier au plus tard le quinze (15) du mois précédant celui de la modification, faute de quoi le prélèvement automatique est normalement effectué. Si la demande est reçue par courrier après le quinze (15) du mois, la modification n'est effectuée que le deuxième (2<sup>ème</sup>) mois suivant. Le contrat se poursuit quoi qu'il en soit jusqu'à son terme.

À tout moment, vous pouvez reprendre vos versements libres programmés. Dans ce cas, votre demande doit être effectuée dans les mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

De même, vous pouvez modifier la répartition de vos versements. Votre demande doit alors être effectuée au plus tard le quinze (15) du mois précédant celui de la modification, faute de quoi les versements seront investis conformément à la répartition déjà en vigueur.

### > 6.3 Modalités de versements

Le versement initial, issu du transfert de PEP vers e-Xaélidia PEP, ne peut être effectué que par virement sur le compte de Generali Vie.

Les versements libres ne peuvent être effectués que par chèque libellé exclusivement à l'ordre de Generali Vie et tiré sur votre compte ou par virement de votre compte sur le compte de Generali Vie.

Les versements libres programmés ne peuvent être effectués que par prélèvements automatiques, sur le compte bancaire ou de Caisse d'Épargne que vous nous aurez indiqué.

À ce titre, vous adressez à l'Assureur par voie postale un formulaire d'autorisation de prélèvements automatiques dûment rempli, accompagné d'un RIB ou d'un RICE.

En cas de changement de vos coordonnées bancaires, vous devez en aviser l'Assureur au plus tard le quinze (15) du mois précédant celui de la modification ainsi que votre organisme financier. A défaut, le prélèvement est normalement effectué par l'Assureur sur le compte dont les coordonnées sont en sa possession.

Aucun versement en espèces n'est accepté.

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, en cas de payeur différent du souscripteur, la copie de la pièce d'identité en cours de validité ainsi que le motif de son intervention au contrat devront être communiqués à l'Assureur.

### > 6.4 Origine des fonds

Pour tous les versements que vous effectuez, vous attestez que ces versements n'ont pas une origine provenant d'opérations constitutives d'une infraction à la loi.

Par ailleurs, à la souscription et pour les versements ultérieurs, vous vous engagez à fournir tout justificatif demandé par votre Courtier ou par l'Assureur sur l'origine des fonds.

## 7. Règles d'investissement

La durée du PEP (durée fiscale) est décomposée en trois périodes. Durant chaque période, l'investissement doit se conformer aux règles minimales d'investissement sur le fonds Euro Epargne.

Durée écoulée au jour du versement	Part minimale à investir sur le fonds Euro Epargne
Moins de 6 ans	75 %
De 6 à 8 ans	100 %
Au-delà de 8 ans	Cumul des sommes nettes versées



# Les articles

## 7. Règles d'investissement (suite)

Exemple : si votre PEP a été souscrit il y a cinq (5) ans, votre investissement pourra être investi sur les unités de compte à 25 % maximum.

Au-delà de huit (8) ans, le cumul des sommes nettes versées est investi en euros, seuls les intérêts (ou plus-values) pourront être investis en unités de compte.

### • Les versements libres (versement initial issu du transfert, versement complémentaire)

Chaque versement doit respecter les règles minimales d'investissement sur le fonds Euro Epargne pour la période considérée.

Si toutefois le montant que vous demandez à investir sur le fonds Euro Epargne est inférieur au montant défini par les règles d'investissement, l'investissement est effectué en priorité sur le fonds Euro Epargne afin de satisfaire aux règles définies ci-dessus. Le solde disponible est alors investi en unités de compte dans le respect des proportions que vous avez demandées.

### • Les versements libres programmés

La répartition de l'investissement des versements libres programmés doit respecter les règles minimales d'investissement sur le fonds Euro Epargne en vigueur à la date de mise en place de l'option.

#### – Modification du montant

Si le montant des versements libres programmés est revu à la hausse, la répartition du nouveau montant doit respecter les règles minimales d'investissement sur le fonds Euro Epargne en vigueur à la date de modification.

#### – Modification de la périodicité

Si la périodicité des versements libres programmés est modifiée en faveur d'une périodicité plus fréquente, la répartition du nouveau montant doit respecter les règles minimales d'investissement sur le fonds Euro Epargne en vigueur à la date de modification.

#### – Modification de la répartition de l'investissement

Si la répartition de l'investissement est modifiée, la nouvelle répartition doit respecter les règles minimales d'investissement sur le fonds Euro Epargne en vigueur à la date de modification.

### • Les arbitrages

Les investissements doivent respecter les règles minimales d'investissement sur le fonds Euro Epargne pour la période considérée.

En conséquence, chaque arbitrage entraînera la ré-allocation éventuelle des montants arbitrés vers le fonds Euro Epargne afin de respecter les règles minimales d'investissement.

#### – Arbitrage du fonds Euro Epargne vers les unités de compte

Au jour de la prise en compte de votre demande, la valeur atteinte de votre contrat est calculée. En fonction de la durée fiscale de votre PEP, un montant maximum à arbitrer depuis Euro Epargne est alors déterminé. Il est égal au montant de la valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne diminué du montant minimum devant être investi sur ce fonds.

Si le montant que vous demandez à désinvestir depuis le fonds Euro Epargne ne permet plus de respecter les règles d'investissement, alors le montant effectivement arbitré sera égal au montant que vous souhaitez arbitrer diminué du montant minimum à conserver sur le fonds Euro Epargne.

Le réinvestissement en unités de compte est alors effectué dans le respect des proportions demandées.

#### – Arbitrage des unités de compte vers d'autres unités de compte

Au jour de la prise en compte de votre demande, la valeur atteinte de votre contrat est calculée. En fonction de la durée fiscale de votre PEP, le montant minimum devant être investi sur le fonds Euro Epargne est alors déterminé.

L'arbitrage n'est effectué que si les règles minimales d'investissement sur le fonds Euro Epargne sont respectées.

#### – Arbitrage des unités de compte vers le fonds Euro Epargne

Au jour de la prise en compte de votre demande, quelle que soit la valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne, l'arbitrage sera effectué conformément à votre demande.



# Les articles

## 7. Règles d'investissement (suite)

### • Les rachats partiels

**Tout rachat partiel avant la dixième (10<sup>ème</sup>) année entraîne la clôture du PEP.**

En revanche, lorsqu'un rachat est effectué après dix (10) ans, le PEP n'est pas clos, mais tout nouveau versement est impossible. La garantie en capital de l'Assureur se trouve diminuée de la part du montant du rachat constituée par les versements nets.

– **Rachat partiel** (possible sans perte des avantages fiscaux dès que la durée fiscale du PEP est supérieure ou égale à dix (10) ans).

Au jour de la prise en compte de votre demande, la valeur atteinte de votre contrat est calculée. Un montant maximum à racheter sur Euro Epargne est alors déterminé. Il est égal au montant de la valeur

atteinte sur le fonds Euro Epargne diminué du montant minimum devant être investi sur ce fonds.

Si le montant que vous demandez à racheter depuis le fonds Euro Epargne est supérieur au montant maximum déterminé pour la période, alors le montant effectivement racheté sera égal à ce dernier.

– **Rachats partiels programmés** (possibles sans perte des avantages fiscaux dès que la durée fiscale du PEP est supérieure ou égale à dix (10) ans).

Dans le cadre de l'option PEP, sous réserve que votre contrat ait une durée fiscale supérieure ou égale à dix (10) ans, vous pouvez mettre en place des rachats partiels programmés.

La valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne doit être au moins égale à 10 000 euros.

## 8. Frais au titre des versements

Chaque versement libre (initial, complémentaire ou programmé) supporte des frais de 4,50 % de son montant.

## 9. Frais de couverture PEP

L'Assureur prélève, chaque trimestre civil, des frais égaux à 0,125 % des actifs gérés au titre du contrat prélevé par diminution du nombre de parts pour les unités de compte et par prélèvement sur la valeur atteinte pour le fonds Euro Epargne.

Ces frais ne s'appliquent pas pour les PEP de plus de huit (8) ans pour lesquels seules les plus-values sont investies sur des unités de compte.





# Les articles

## 10. Nature des supports sélectionnés

Chaque versement net de frais est affecté conformément à vos instructions et selon la durée fiscale du PEP sur un ou plusieurs supports qui peuvent être de nature suivante :

### > 10.1 Fonds Euro Epargne

Les sommes versées sont investies nettes de frais dans le fonds cantonné Euro Epargne géré par l'Assureur, dont la composition est publiée chaque année dans le compte-rendu à l'Assemblée Générale des Actionnaires de Generali Vie, tenu à votre disposition. Elles sont investies, conformément au Code des assurances, sur les marchés financiers et immobiliers suivant les modalités prévues à l'article "Dates de valeur". Les résultats de ce fonds cantonné sont arrêtés pour chaque exercice civil.

### > 10.2 Unités de compte

Les sommes versées sont investies nettes de frais (sous réserve des droits éventuellement acquis à l'unité de compte) dans les unités de compte que vous aurez sélectionnées parmi celles qui vous sont proposées dans la liste des supports, présente en Annexe I, ou disponible sur simple demande auprès de votre Courtier, et suivant les modalités prévues à l'article "Dates de valeur".

Par ailleurs, chaque année, selon la volatilité des supports, l'Assureur se réserve la possibilité de modifier son offre d'unités de compte au titre du contrat e-Xaélidia PEP. En outre, vous assumez totalement la responsabilité de vos choix d'investissements et dégagez de ce fait l'Assureur de toute responsabilité à cet égard.

Les prospectus simplifiés, au titre de l'ensemble des unités de compte, sont mis à votre disposition par votre Courtier.

## 11. Dates de valeur

### > 11.1 Fonds Euro Epargne

Sous réserve de la réception par l'Assureur de l'intégralité des pièces éventuellement nécessaires, les sommes affectées au fonds Euro Epargne participent aux résultats des placements :

#### En cas d'arbitrage :

- jusqu'au premier (1<sup>er</sup>) jour ouvré suivant le jour de réception de la demande de désinvestissement liée à un arbitrage par l'Assureur, à condition que vous effectuiez cette opération en ligne sur le site mis à votre disposition par votre Courtier, avant seize (16) heures,
- à compter du premier (1<sup>er</sup>) jour ouvré suivant le jour de réception de la demande d'investissement liée à un arbitrage par l'Assureur à condition que vous effectuiez cette opération en ligne sur le site mis à votre disposition par votre Courtier, avant seize (16) heures,
- jusqu'au troisième (3<sup>ème</sup>) jour ouvré maximum qui suit le jour de la réception de la demande de désinvestissement liée à un arbitrage si celle-ci est adressée par courrier à l'Assureur.

- à compter du troisième (3<sup>ème</sup>) jour ouvré maximum qui suit le jour de la réception de la demande d'investissement liée à un arbitrage si celle-ci est adressée par courrier à l'Assureur.

#### En cas de versements (libres ou libres programmés) :

- à compter du premier (1<sup>er</sup>) vendredi ou du premier (1<sup>er</sup>) mardi qui suit la réception par l'Assureur des fonds sous réserve que leur encaissement ait eu lieu respectivement et au plus tard le lundi ou le mercredi précédent.

#### En cas de rachat partiel, rachat total, terme, décès :

- jusqu'au premier (1<sup>er</sup>) vendredi ou jusqu'au premier (1<sup>er</sup>) mardi qui suit la réception par l'Assureur d'une demande de règlement sous réserve que celle-ci ait eu lieu respectivement et au plus tard le lundi ou le mercredi précédent.



# Les articles

## 11. Dates de valeur (suite)

### > 11.2 Unités de compte

Sous réserve de la réception par l'Assureur de l'intégralité des pièces éventuellement nécessaires, la valeur des parts des unités de compte retenue est celle :

#### **En cas d'arbitrage :**

- du premier (1<sup>er</sup>) jour de cotation (ou, le cas échéant, le premier (1<sup>er</sup>) jour de cotation suivant) qui suit le jour de réception de la demande par l'Assureur, à condition que vous effectuiez cette opération en ligne sur le site mis à votre disposition par votre Courtier, avant seize (16) heures,
- du troisième (3<sup>ème</sup>) jour de cotation maximum (ou, le cas échéant, le premier (1<sup>er</sup>) jour de cotation suivant) qui suit le jour de la réception de la demande d'arbitrage si celle-ci est adressée par courrier à l'Assureur.

#### **En cas de versements (libres ou libres programmés) :**

- du premier (1<sup>er</sup>) vendredi ou du premier (1<sup>er</sup>) mardi (ou, le cas échéant, le premier (1<sup>er</sup>) jour de cotation suivant) qui suit la réception par l'Assureur des fonds, sous réserve que leur encaissement ait eu lieu respectivement et au plus tard le lundi ou le mercredi précédent.

#### **En cas de rachat partiel, rachat total, terme, décès :**

- du premier (1<sup>er</sup>) vendredi ou du premier (1<sup>er</sup>) mardi (ou, le cas échéant, le premier (1<sup>er</sup>) jour de cotation suivant) qui suit la réception par l'Assureur d'une demande de règlement sous réserve que celle-ci ait eu lieu respectivement et au plus tard le lundi ou le mercredi précédent.

Ces délais seront, le cas échéant, augmentés des délais nécessaires pour la réalisation de l' (des) opération(s) de change, dans le cas d'unités de compte libellées dans une autre devise que l'euro.

## 12. Clause de sauvegarde

Dans l'éventualité où, pour une raison de force majeure et notamment en cas de suppression d'un ou plusieurs supports d'investissement proposés, l'Assureur serait dans l'impossibilité d'y investir vos versements, il s'engage à leur substituer d'autres supports de même nature, de sorte que vos droits soient sauvegardés. Cette substitution fera l'objet d'une simple lettre.

En tout état de cause, l'Assureur se réserve la possibilité de proposer ou de supprimer à tout moment, dans le cadre du présent contrat, des supports d'investissement.



# Les articles

## 13. Changement de support – Arbitrage

### > 13.1 Modalités d'arbitrage

Vous avez, à tout moment, la possibilité de transférer tout ou partie de la valeur atteinte d'un ou plusieurs support(s) vers un ou plusieurs autre(s) support(s) dans les conditions indiquées à l'article "Règles d'investissement".

Le montant minimum arbitré doit être de 2 000 euros. Le solde par support après réalisation de l'opération ne doit pas être inférieur à 1 000 euros. En conséquence, si l'arbitrage demandé est inférieur à 2 000 euros, il n'est pas effectué.

D'autre part, si le solde sur un support après réalisation de l'arbitrage est inférieur à 1 000 euros, alors l'intégralité du support concerné est arbitrée.

Vous avez la faculté de procéder aux arbitrages directement sur le site mis à votre disposition par votre Courtier (sous réserve des dispositions définies à l'article "Consultation du contrat en ligne") ou par courrier adressé à l'Assureur.

Le premier transfert réalisé sur votre contrat est effectué sans frais. Les arbitrages suivants sont soumis à des frais fixés :

- à 15 euros quand ils sont réalisés au moyen d'une transaction en ligne,
- à 0,50 % de la somme transférée limitée à 200 euros quand ils sont réalisés par courrier.

Tout nouvel arbitrage est pris en compte au plus tôt lorsque l'arbitrage précédent a été dénoué.

### > 13.2 Option transferts fractionnés

Cette option n'est accessible qu'à la souscription du contrat. Vous avez la possibilité de mettre en place, des transferts fractionnés à condition toutefois :

- de ne pas avoir d'avance en cours sur votre contrat,
- de ne pas avoir opté pour une des options suivantes : rachats partiels programmés, sécurisation des plus-values ou dynamisation des plus-values,
- d'avoir une valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne d'un montant minimum de 10 000 euros.

À ces conditions, vous avez la possibilité d'effectuer mensuellement, à partir du fonds Euro Epargne, des transferts fractionnés d'un montant minimum de 200 euros, vers un ou plusieurs supports (minimum 100 euros par support) que vous aurez préalablement sélectionné(s), ce pendant une durée que vous déterminez : 6, 9 ou 12 mois.

Dans le cas où vous auriez choisi plus d'un support d'investissement, chaque transfert sera alors réparti par parts égales entre les supports choisis.

Chaque transfert supporte des frais fixés à 0,50 % du montant transféré et est désinvesti du fonds Euro Epargne le troisième (3<sup>ème</sup>) mardi de chaque mois.

Toute demande de transfert, parvenue à l'Assureur jusqu'au mardi précédant le troisième (3<sup>ème</sup>) mardi de chaque mois, est effectuée sur la base de la valeur de la part de ce troisième (3<sup>ème</sup>) mardi (ou du prochain jour de cotation, suivant les fonds).

À tout moment, vous pouvez modifier la répartition de vos transferts. Votre demande doit alors être reçue par l'Assureur au plus tard le mardi précédant le troisième (3<sup>ème</sup>) mardi de chaque mois, faute de quoi le montant du transfert est investi conformément à la répartition déjà en vigueur.

En cas de demande d'avance sur le contrat ou de mise en place d'une des options suivantes : sécurisation des plus-values, dynamisation des plus-values ou rachats partiels programmés, les transferts fractionnés sont suspendus.

La remise en vigueur doit intervenir avant la fin de la première année du contrat.

### > 13.3 Option Sécurisation des plus-values

Vous avez la possibilité de mettre en place, à tout moment, la Sécurisation des plus-values à condition toutefois :

- de ne pas avoir opté pour une des options suivantes : versements libres programmés, rachats partiels programmés, transferts fractionnés ou dynamisation des plus-values,
- d'avoir une valeur atteinte sur votre contrat d'un montant minimum de 10 000 euros.

À ces conditions, l'Assureur vous propose de transférer de façon automatique, à partir d'un seuil déterminé, la plus-value constatée, sur tout ou partie des supports en unités de compte vers un **support de sécurisation**.

Pour cela vous devez déterminer :

- le support de sécurisation : Le fonds Euro Epargne ou Generali Trésorerie,
- les supports en unités de compte sélectionnés ;
- les pourcentages de plus-values de référence : 5 % ; 10 % ; 15 % ; 20 %.



# Les articles

## 13. Changement de support – Arbitrage (suite)

Pour chaque support sélectionné, l'Assureur calcule chaque vendredi, sous réserve qu'aucun autre **acte de gestion** ne soit en cours, la valeur atteinte du contrat sur la base des dernières valeurs liquidatives connues. Cette valeur atteinte est ensuite comparée à une **assiette**.

Si la différence entre la valeur atteinte par le contrat et l'assiette est supérieure au **montant de plus-values de référence**, alors un arbitrage automatique de la totalité de la **plus-value constatée** est effectué en date de valeur du lundi suivant (ou le premier (1<sup>er</sup>) jour de cotation suivant) vers le **support de sécurisation** sélectionné.

Chaque arbitrage automatique supporte des frais fixés à 0,50 % du montant transféré.

Ce premier (1<sup>er</sup>) arbitrage est réalisé :

- quand l'option est choisie à la souscription, en date de valeur du premier (1<sup>er</sup>) lundi qui suit la fin du délai de renonciation ou,
- quand l'option est choisie en cours de vie du contrat, en date de valeur du lundi qui suit la réception de la demande si celle-ci est parvenue à l'Assureur au plus tard le lundi précédent.

À tout moment, vous pouvez modifier : le (ou les) seuil(s) de plus-values de référence, les supports en unités de compte sélectionnés, le support de sécurisation.

Vous pouvez également mettre fin à votre option à tout moment.

En cas de demande de rachat partiel, d'arbitrage, de mise en place d'une des options suivantes : versements libres programmés, rachats partiels programmés, dynamisation des plus-values ou si la valeur atteinte sur le contrat est inférieure à 5 000 euros, la Sécurisation des plus-values prend fin de façon automatique.

Vous avez cependant la faculté d'opter à nouveau pour cette option dès que les conditions de souscription sont réunies.

Le versement complémentaire ne met pas fin à l'option.

L'Assureur se réserve le droit de refuser certains supports en unités de compte dans le cadre de cette option.

### Définitions

**Support de sécurisation :** il s'agit du support sur lequel vos plus-values sont automatiquement réinvesties. Il ne peut faire partie des unités de compte sélectionnées à partir desquelles est transférée la plus-value constatée.

**Assiette :** elle est définie pour chaque support de la façon suivante :

- si l'option est choisie à la souscription, elle est égale aux cumuls des investissements nets réalisés sur le support, déduction faite des éventuels désinvestissements bruts réalisés sur ce même support, hors arbitrage de sécurisation,
- si l'option est choisie en cours de vie du contrat, elle est égale à la valeur atteinte sur le support à la date de mise en place de l'option à laquelle s'ajoute le cumul des investissements nets réalisés ultérieurement sur le support, déduction faite des désinvestissements bruts réalisés sur ce même support depuis la date de mise en place de l'option, hors arbitrage de sécurisation.

**Plus-value constatée :** elle est égale à l'assiette soustraite à la valeur atteinte.

**Montant de plus-value de référence :** il est égal à l'assiette multipliée par le pourcentage de plus-values de référence.

**Acte de gestion :** il s'agit de tout acte initié par le Client ou l'Assureur.

Ex : Rachat partiel, avance, frais de gestion...

### > 13.4 Option Dynamisation des plus-values

Vous avez la possibilité de mettre en place, à tout moment, la dynamisation de la plus-value **du fonds Euro Epargne** à condition toutefois :

- de ne pas avoir opté pour une des options suivantes : versements libres programmés, rachats partiels programmés, transferts fractionnés ou sécurisation des plus-values ;
- d'avoir une valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne d'un montant minimum de 10 000 euros.

À ces conditions, l'Assureur vous propose de transférer de façon automatique, à partir de 100 euros, la plus-value constatée sur le fonds Euro Epargne vers des supports en unités de compte.



# Les articles

## 13. Changement de support – Arbitrage (suite)

Pour cela vous devez déterminer : les **supports de dynamisation** en choisissant **au maximum trois (3) supports** (en indiquant un ordre de priorité) parmi les unités de compte disponibles au contrat.

La répartition par support sélectionné est de :

- 100 % si vous choisissez un support,
- 50 % par support si vous choisissez deux (2) supports,
- 33,33 % par support si vous choisissez trois (3) supports.

L'arbitrage sur chaque support de dynamisation doit être au minimum de 100 euros.

Par exemple, si le montant de l'arbitrage s'élève à 250 euros, et que vous avez opté pour trois supports de dynamisation, ce montant ne pourra être réparti que sur les 2 premiers supports à hauteur de 125 euros.

Par exemple, si le montant de l'arbitrage s'élève à 75 euros, l'arbitrage ne sera pas effectué.

Une fois le taux de participation aux bénéfices effectivement attribué au titre de l'exercice précédent, l'Assureur calcule chaque année en date de valeur du 1<sup>er</sup> janvier, sous réserve qu'aucun autre acte de gestion ne soit en cours, la valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne.

Cette valeur atteinte est ensuite comparée à une **assiette**. Si la différence entre la valeur atteinte du fonds Euro Epargne et l'assiette est supérieure à 100 euros, alors un arbitrage automatique de la totalité de la plus-value constatée vers le(s) support(s) de dynamisation est effectué dans les deux mois qui suivent la distribution de la participation aux bénéfices.

Chaque arbitrage automatique supporte des frais fixés à 0,50 % du montant transféré.

Ce premier transfert est réalisé une fois le taux de participation aux bénéfices effectivement attribué si votre demande est parvenue à l'Assureur au plus tard le 15 décembre de l'année N-1. Chaque transfert supporte des frais fixés à 0,50 % du montant transféré.

À tout moment, vous pouvez modifier les supports de dynamisation sélectionnés et l'ordre de priorité du (des) support(s) de dynamisation.

Vous pouvez également mettre fin à votre option à tout moment.

En cas de demande de rachat partiel, d'arbitrage, de mise en place d'une des options suivantes : versements libres programmés, rachats partiels programmés, sécurisation des plus-values ou si la valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne est inférieure à 5 000 euros, la Dynamisation des plus-values prend fin de façon automatique.

Vous avez cependant la faculté d'opter à nouveau pour cette option dès que les conditions de souscription sont réunies.

Le versement complémentaire ne met pas fin à l'option et peut être effectué sur les supports de votre choix.

### Définitions

**Support(s) de dynamisation :** il s'agit du (des) support(s) sur lequel (lesquels) la plus-value est automatiquement réinvestie.

### Assiette :

- Si l'option est choisie à la souscription, elle est égale aux cumuls des investissements nets réalisés sur le fonds Euro Epargne, déduction faite des éventuels désinvestissements bruts réalisés sur ce même support, hors arbitrage de dynamisation.
- Si l'option est choisie en cours de vie du contrat, elle est égale à la valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne à la date de mise en place de l'option à laquelle s'ajoute le cumul des investissements nets réalisés sur le fonds Euro Epargne à compter de la mise en place de cette option, déduction faite des désinvestissements bruts réalisés sur ce même support à compter de cette même date, hors arbitrage de dynamisation.

**Plus-value constatée :** elle est égale à l'assiette soustraite à la valeur atteinte au 1<sup>er</sup> janvier.

**Acte de gestion :** il s'agit de tout acte initié par le Client ou l'Assureur.

Ex : Rachat partiel, avance, frais de gestion...





# Les articles

## 14. Attribution des bénéfices

### > 14.1 Fonds Euro Epargne

Au début de chaque année, un taux minimum annuel de participation aux bénéfices garanti pour l'exercice civil en cours est fixé.

Le 1<sup>er</sup> janvier suivant, et sous réserve que votre contrat soit en cours à cette date, votre valeur atteinte est calculée sur la base du taux de participation aux bénéfices effectivement attribué au titre de l'exercice précédent.

Ce taux de participation aux bénéfices est égal à 100 % du rendement net réalisé dans le fonds Euro Epargne, diminué des frais de gestion de 0,60 point par an ; il ne peut être inférieur au taux minimum annoncé en début d'année.

La participation aux bénéfices vient augmenter la valeur atteinte de votre contrat et vous est alors définitivement acquise ; elle sera, elle-même, revalorisée dans les mêmes conditions que vos versements.

La valeur atteinte du fonds Euro Epargne est calculée quotidiennement, en intérêts composés. La participation

aux bénéfices annuelle est versée sur votre contrat y compris pour les sommes rachetées ou arbitrées en cours d'année, au prorata temporis de leur présence sur le fonds Euro Epargne, sous réserve que votre contrat soit toujours en cours au 1<sup>er</sup> janvier suivant.

### > 14.2 Unités de compte

Les revenus éventuels attachés aux parts et/ou actions de chaque unité de compte inscrite au contrat et distribués annuellement sont intégralement réinvestis, sans frais (sous réserve des droits éventuellement acquis à l'unité de compte) par l'Assureur sur les mêmes supports.

Chaque trimestre civil, l'Assureur prélève des frais de gestion égaux à 0,20 % des actifs gérés. Les frais ainsi prélevés viendront en diminution du nombre d'unités de compte affectées au contrat.

## 15. Délais et frais de change

Pour tout support libellé dans une autre devise que l'euro, les opérations d'investissement ou de désinvestissement se font en tenant compte des délais de conversion des sommes dans les monnaies

adéquates. Toutes les opérations de gestion peuvent être différées, compte tenu des délais de change. Tous les frais éventuels liés aux opérations de change pourront être à votre charge.

## 16. Avances

À l'expiration d'une période de six (6) mois à compter de la date d'effet de votre contrat, une avance peut vous être consentie par l'Assureur. Les conditions de fonctionnement de celles-ci sont définies par le

règlement général des avances en vigueur au jour de votre demande d'avance et disponible sur simple demande formulée par courrier auprès de l'Assureur ou sur le site mis à votre disposition par votre Courtier.



# Les articles

## 17. Désignation du (des) Bénéficiaire(s) et conséquences attachées à l'acceptation du bénéfice du contrat par le(s) Bénéficiaire(s) désigné(s)

À la souscription, vous pouvez désigner le(s) Bénéficiaire(s) du contrat, et ultérieurement par avenant au contrat. Cette désignation du Bénéficiaire peut être effectuée notamment par acte sous seing privé ou par acte authentique. En cas de désignation nominative du (des) Bénéficiaire(s), vous pouvez indiquer ses (leurs) coordonnées qui seront utilisées par l'Assureur en cas de décès de l'Assuré.

À tout moment, vous pouvez modifier la clause bénéficiaire lorsque celle-ci n'est plus appropriée. Toutefois l'acceptation par le Bénéficiaire rend sa désignation irrévocable.

Sauf évolution jurisprudentielle ou réglementaire, l'acceptation du bénéfice du contrat par le(s) Bénéficiaire(s) désigné(s) initialement dans le Bulletin de souscription ou ultérieurement par avenant, vous empêche de procéder seul à une demande d'avance,

un rachat partiel ou total de votre contrat, de modifier le(s) Bénéficiaire(s) Acceptant(s), de procéder à une délégation de créance ou un nantissement du contrat. Il vous appartient donc de prendre toutes mesures utiles pour vous protéger de l'acceptation du (des) Bénéficiaire(s).

En cas d'acceptation du bénéfice du contrat, l'accord exprès du (des) Bénéficiaire(s) Acceptant(s) doit être adressé par lettre recommandée accompagnée de la photocopie d'une pièce d'identité officielle (carte nationale d'identité, passeport, etc...), préalablement à toute opération désignée au paragraphe ci-dessus.

Par dérogation aux dispositions de l'article "Règlement des capitaux", les opérations de rachat ne seront prises en compte par l'Assureur qu'à la date de réception dudit accord et dudit document.

## 18. Règlement des capitaux

**Tout rachat partiel avant la dixième (10<sup>ème</sup>) année entraîne la clôture du PEP.**

### > 18.1 Rachat partiel

(possible sans perte des avantages fiscaux dès que la durée fiscale du PEP est supérieure ou égale à 10 ans)

Vous pouvez à tout moment, à compter de l'expiration du délai de renonciation, effectuer un rachat partiel d'un montant minimum de 2 000 euros.

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, pour tout rachat partiel demandé dans les six (6) premiers mois à compter de la date d'effet de votre contrat, le motif de l'opération doit être joint à votre demande.

Vous devrez indiquer le montant de votre rachat ainsi que sa répartition entre les différentes unités de compte et/ou le fonds Euro Epargne sélectionnés (conformément aux règles d'investissement sur le fonds Euro Epargne définies à l'article "Règles d'investissement"). La valeur atteinte par support après réalisation du rachat doit être au moins égale à 1 000 euros.

Vous devez choisir le mode de prélèvement fiscal pour lequel vous souhaitez opter (prélèvement libératoire forfaitaire ou déclaration des plus-values dans le revenu imposable).

À défaut de précision, la déclaration des plus-values dans le revenu imposable est appliquée et le rachat s'effectue en priorité sur les unités de compte puis sur le fonds Euro Epargne.

### > 18.2 Option rachats partiels programmés

Vous avez la possibilité de mettre en place, sous réserve que votre contrat ait une durée fiscale supérieure ou égale à dix (10) ans, des rachats partiels programmés à condition, toutefois :

- de ne pas avoir d'avance en cours sur votre contrat,
- de ne pas avoir opté pour une des options suivantes : versements libres programmés, transferts fractionnés, sécurisation des plus-values ou dynamisation des plus-values,
- d'avoir une valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne d'un montant minimum de 10 000 euros.



# Les articles

## 18. Règlement des capitaux (suite)

Ces rachats partiels programmés sont d'un montant minimum de :

- 200 euros pour une périodicité mensuelle,
- 500 euros pour une périodicité trimestrielle,
- 1 000 euros pour une périodicité semestrielle ou annuelle.

Ces rachats partiels programmés s'effectuent exclusivement à partir du fonds Euro Epargne. Vous devez indiquer le mode de prélèvement fiscal que vous avez retenu (prélèvement libératoire forfaitaire ou déclaration des plus-values dans le revenu imposable). A défaut de précision, le prélèvement libératoire forfaitaire est appliqué.

Chaque rachat partiel programmé est désinvesti :

- Le troisième (3<sup>ème</sup>) mardi de chaque mois pour une périodicité mensuelle,
- Le troisième (3<sup>ème</sup>) mardi du dernier mois de chaque trimestre pour une périodicité trimestrielle,
- Le troisième (3<sup>ème</sup>) mardi du dernier mois de chaque semestre pour une périodicité semestrielle,
- Le troisième (3<sup>ème</sup>) mardi du dernier mois de chaque année pour une périodicité annuelle.

Quelle que soit la périodicité choisie, le premier rachat est effectué le troisième (3<sup>ème</sup>) mardi du mois suivant la réception de votre demande. Toutefois, si vous optez pour cette option dès la souscription, afin de respecter votre délai de renonciation, le premier rachat aura lieu le troisième (3<sup>ème</sup>) mardi du deuxième (2<sup>ème</sup>) mois suivant votre souscription.

Le montant du rachat vous est versé par virement le mardi suivant le désinvestissement, sur le compte bancaire ou de Caisse d'Épargne que vous nous avez indiqué et pour lequel vous nous avez fourni un RIB ou un RICE.

En cas de demande d'avance sur le contrat ou de mise en place d'une des options suivantes : versements libres programmés, sécurisation des plus-values ou dynamisation des plus-values, ou de valeur atteinte sur le fonds Euro Epargne égale ou inférieure à 5 000 euros, les rachats seront suspendus. Vous avez cependant la faculté de demander par écrit leur remise en vigueur dès que les conditions de souscription de cette option seront de nouveau réunies.

### > 18.3 Rachat total

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, le motif du rachat total intervenant dans les six (6) premiers mois à compter de la date d'effet de votre contrat doit être joint à votre demande.

Vous pouvez à tout moment demander le rachat total de votre contrat et recevoir la valeur de rachat de votre

contrat. La valeur de rachat de votre contrat est égale à la valeur atteinte sur le contrat telle que définie à l'article "Calcul des prestations", participation aux bénéfices incluse, diminuée des éventuelles avances consenties (principal et intérêts) et non remboursées ainsi que des éventuelles primes restant dues au titre de la garantie de prévoyance si elle a été souscrite (voir modalités à l'Annexe II).

Vous devez choisir le mode de prélèvement fiscal pour lequel vous souhaitez opter (prélèvement libératoire forfaitaire ou déclaration des produits dans le revenu imposable). A défaut de précision, la déclaration des produits dans le revenu imposable sera retenue.

### > 18.4 Option rente viagère (rachat total - décès - terme)

Sous réserve que le contrat ait une durée courue d'au moins six (6) mois à compter de sa date d'effet, vous pouvez demander le service d'une rente viagère réversible ou non, dont le montant est fonction de la valeur de rachat, du tarif en vigueur à la date de liquidation, de votre âge au moment de cette liquidation ainsi que du taux de réversion retenu éventuellement (60 % ou 100 %) et dans ce cas, de l'âge du (des) Bénéficiaire(s) de la réversion au moment de la demande et de toute autre condition applicable à la date de la liquidation de la demande.

Le montant des arrérages trimestriels ainsi déterminé doit être supérieur à 120 euros pour que la transformation en rente soit acceptée. La rente viagère est payable trimestriellement à terme échu.

### 18.5 Terme

Au terme fixé, vous pouvez demander à recevoir la valeur de rachat de votre contrat calculée conformément à l'article "Calcul des prestations", participation aux bénéfices incluse, diminuée des avances consenties (principal et intérêts) et non remboursées ainsi que des éventuelles primes restant dues au titre de la garantie de prévoyance si elle a été souscrite (voir modalités à l'Annexe II).

**À défaut de demande de règlement de la valeur atteinte du contrat, parvenue au siège de L'Assureur avant la date de terme fixée sur les Conditions Particulières ou de demande de service d'une rente viagère, le contrat se prorogera automatiquement. Les prérogatives attachées au contrat (arbitrages, versements, rachats, avances, ...) pourront continuer à être exercées.**



# Les articles

## 18. Règlement des capitaux (suite)

### > 18.6 Décès

Le décès de l'Assuré doit être notifié dans les meilleurs délais, directement à l'Assureur, au moyen d'un extrait d'acte de décès.

Sous réserve de l'intégralité des pièces nécessaires, en cas de décès de l'Assuré et en l'absence d'une garantie de prévoyance, l'Assureur verse au(x) Bénéficiaire(s) désigné(s) la valeur atteinte du contrat, telle que définie à l'article "Calcul des prestations", participation aux bénéfices incluse diminuée des éventuelles avances consenties (principal et intérêts) et non remboursées.

Sauf stipulation contraire de votre part, les sommes dues en cas de décès seront versées :

- au conjoint ou au partenaire de PACS de l'Assuré(e),
- à défaut aux enfants de l'Assuré(e), nés ou à naître, vivants ou représentés, par parts égales entre eux,
- à défaut, aux héritiers de l'Assuré(e).

Le ou les Bénéficiaire(s) peuvent demander le service d'une rente viagère dont les modalités sont définies ci-dessus.

## 19. Montant cumulé des versements bruts et valeurs de rachat au terme des huit premières années

### > 19.1 Tableau des valeurs de rachat et montant cumulé des versements bruts

Le tableau ci-après vous indique :

- dans la seconde colonne, le montant cumulé des versements bruts au terme de chacune des huit premières années pour un versement initial de 10 000 euros. Le montant cumulé des versements bruts ne tient pas compte des versements libres et/ou programmés effectués ultérieurement. Il correspond au premier versement effectué lors de la souscription,
- dans les troisième (3<sup>ème</sup>) et quatrième (4<sup>ème</sup>) colonnes, les valeurs de rachat de votre contrat, hors fiscalité et prélèvements sociaux, en séparant le support euro du support en unités de compte et avec une répartition du versement initial net de frais

d'entrée (4,50 %) à hauteur de 70 % sur le support euro et de 30 % sur le support en unités de compte. La valeur de rachat sur le support en unités de compte est exprimée en nombre d'unités de compte sur la base d'une valeur de l'unité de compte au jour du versement initial de 28,65 euros, soit un investissement initial de 100 unités de compte.

Ce tableau correspond donc au montant cumulé des versements bruts et aux valeurs de rachat, au terme de chacune des huit premières années de votre contrat dans les modalités ci-dessus, dans la mesure où vous n'avez pas souscrit d'option de prévoyance. Il tient compte de tous les prélèvements qui peuvent être déterminés lors de la remise de la proposition d'assurance.

Année	Montant cumulé des versements bruts, exprimé en euros	Support en unités de compte	Support euro
		Valeur de rachat exprimée en nombre de parts	Valeur de rachat minimale exprimée en euros
1	10 000,00	98,7063	6 651,64
2	10 000,00	97,4294	6 618,44
3	10 000,00	96,1690	6 585,41
4	10 000,00	94,9248	6 552,55
5	10 000,00	93,6968	6 519,84
6	10 000,00	92,4847	6 487,31
7	10 000,00	91,2882	6 454,93
8	10 000,00	90,1073	6 422,72



# Les articles

## 19. Montant cumulé des versements bruts et valeurs de rachat au terme des huit premières années (suite)

**Les valeurs de rachat ci-dessus ne tiennent pas compte des éventuels prélèvements liés à la souscription d'une garantie de prévoyance lesquels ne sont pas plafonnés ni en euros ni en nombre d'unités de compte.**

Si vous avez souscrit une garantie de prévoyance, alors il n'existe pas de valeur de rachat minimale exprimée en euros. Les valeurs de rachat ne tiennent pas compte des transferts fractionnés et rachats programmés. L'Assureur ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte, mais pas sur leur valeur. **La valeur de ces unités de compte qui reflète la valeur d'actifs sous-jacents n'est pas garantie mais est sujette à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers.** La contre-valeur en euros des parts d'unités de compte est obtenue en multipliant le nombre d'unités de compte par la valeur de l'unité de compte à la date de rachat.

### > 19.2 Prise en compte des éventuels prélèvements liés aux garanties de prévoyance

#### a. Formule de calcul de la valeur de rachat

Soit,

$t$  : la date à laquelle le calcul est effectué.

$P$  : le versement brut.

$alloc_i$  : la part investie sur l'unité de compte  $i$ ,  $i = 1, \dots, n$ .

L'ordre des unités de compte  $i = 1, \dots, n$  va de l'unité de compte la plus représentée jusqu'à l'unité de compte la moins représentée.

$alloc_e$  : la part investie sur le fonds en euros.

$nb_i^t$  : le nombre d'unités de compte  $i$  à la date  $t$ .

$enc^t$  : encours en euros à la date  $t$ .

$V_i^t$  : la valeur de l'unité de compte  $i$  à la date  $t$ .

$K^t$  : le capital décès garanti à la date  $t$ , selon la garantie de prévoyance choisie. Celui-ci correspond au versement brut pour l'option 1, au versement brut capitalisé au taux de 3,50 % par an pour l'option 2, à un montant libre pour la garantie vie universelle.

$C^t$  : le coût de la garantie de prévoyance à la date  $t$ .

$d^t$  : le taux du tarif à la date  $t$ , selon la garantie de prévoyance choisie (cf. Annexe II)

$e$  : les frais d'entrée sur le versement brut.

$a^t$  : les frais de gestion sur le support en unités de compte prélevés à la date  $t$ .

$b^t$  : les frais de couverture PEP prélevés à la date  $t$ .

À la souscription ( $t = 0$ ), le contrat est initialisé sur les bases suivantes :

$$enc^0 = alloc_e * P * (1-e)$$

$$nb_i^0 = \frac{alloc_i * P}{V_i^0} * (1-e)$$

$$alloc_e + \sum_{i=1}^n alloc_i = 1$$

$$\text{La valeur de rachat est : } enc^0 + \sum_{i=1}^n nb_i^0 * V_i^0.$$

Par la suite, nous procédons par itération.

En fonction de  $enc^{t-1}$  et  $nb_i^{t-1}$ , nous déterminons le coût de la garantie de prévoyance à la date  $t$  à partir de la formule itérative suivante :

$$C^t = \text{Max}[0; K^t - enc^{t-1} * (1-b^t) - \sum_{i=1}^n nb_i^{t-1} * V_i^t * (1-a^t-b^t)] * d^t$$

puis

$$enc^t = \text{Max}[0; enc^{t-1} * (1-b^t) - C^t]$$

et

$$nb_i^t = nb_i^{t-1} * (1-a^t-b^t) - \text{Max}[0; C^t - enc^{t-1} * (1-b^t) - \sum_{j=1}^{i-1} nb_j^{t-1} * V_j^t * (1-a^t-b^t)] / V_i^t$$

$$\text{La valeur de rachat à la date } t \text{ est : } enc^t + \sum_{i=1}^n nb_i^t * V_i^t.$$

#### b. Explication de la formule

Tout d'abord, des frais d'entrée sont retenus sur le versement brut, qui est ventilé conformément au choix exprimé. Puis, le nombre d'unités de compte à la souscription est obtenu en divisant la somme investie sur le support en unités de compte par la valeur de l'unité de compte à la souscription. Ensuite, il est diminué des frais de gestion prévus, soit 0,20 % à la fin de chaque trimestre, ainsi que des frais de couverture PEP, soit 0,125 % à la fin de chaque trimestre. L'encours en euros est également diminué des frais de couverture PEP à la fin de chaque trimestre (cf. Annexe III).

Enfin, le coût de la garantie de prévoyance est calculé chaque semaine et prélevé mensuellement et en priorité sur le fonds en euros, à défaut sur l'unité de compte la plus représentée par diminution du nombre d'unités de compte et ainsi de suite.





# Les articles

## 19. Montant cumulé des versements bruts et valeurs de rachat au terme des huit premières années (suite)

Pour connaître le coût de la garantie prévoyance, il convient d'appliquer au capital sous risque le tarif de l'option correspondant à l'âge de l'Assuré à la date du calcul (cf. Annexe II). Le capital sous risque est égal au complément éventuel que l'Assureur s'engage à verser en cas de décès de l'Assuré pour porter la valeur atteinte à la date du calcul à hauteur du capital garanti. Si à la date du calcul, la valeur atteinte est supérieure au capital garanti, le coût de la garantie de prévoyance est nul.

La contre-valeur en euros des parts d'unités de compte est obtenue en multipliant la valeur de rachat exprimée en nombre d'unités de compte par la valeur de l'unité de compte.

La valeur de rachat globale correspond à la somme de l'encours en euros et de la contre-valeur en euros des parts d'unités de compte.

### c. Simulations de la valeur de rachat

À titre d'exemple, des simulations de valeurs de rachat vous sont données à partir d'une part, des données retenues au point 1 du présent article et d'autre part, en supposant que :

- l'âge de l'Assuré à la souscription est de cinquante (50) ans,
- le capital décès garanti retenu pour la garantie vie universelle est de 13 000 euros ; pour la garantie plancher, il correspond au versement brut pour l'option 1, au versement brut capitalisé au taux de 3,50 % par an pour l'option 2,

- l'hypothèse de valorisation de l'unité de compte est de + 50 % régulièrement sur huit (8) ans en cas de hausse, - 50 % régulièrement sur huit (8) ans en cas de baisse et 0 % régulièrement sur huit (8) ans en cas de stabilité.

Le tableau ci-après vous rappelle le montant cumulé des versements bruts exprimés en euros et vous indique les valeurs de rachat, au terme de chacune des huit premières années, conformément aux hypothèses ci-dessus :

- en nombre de parts pour le support en unités de compte.

Aucun frais de garantie prévoyance n'étant prélevé sur ce support dans les scénarii simulés, les valeurs de rachat indiquées sont les mêmes pour tous les scénarii et regroupées dans la colonne intitulée "Support en unités de compte" ;

- en euros pour le support euro.

Selon la garantie de prévoyance choisie, vous disposez de trois (3) colonnes qui simulent respectivement une hausse, une stabilité et une baisse de l'unité de compte. Ainsi pour chacune des garanties de prévoyance, les valeurs de rachat sur le support euro sont diminuées de l'éventuel coût de la garantie de prévoyance, qui varie en fonction des scénarii d'évolution de la valeur des unités de compte.

Année	Montant cumulé des versements bruts exprimé en euros	Support en unités de compte	Garantie Plancher Option 1		
		Valeur de rachat exprimée en nombre de parts	Support euro		
			Valeur de rachat exprimée en euros		
			Hausse de l'unité de compte	Stabilité de l'unité de compte	Baisse de l'unité de compte
1	10 000,00	98,7063	6 648,76	6 648,26	6 647,47
2	10 000,00	97,4294	6 612,99	6 610,87	6 607,59
3	10 000,00	96,1690	6 577,81	6 572,67	6 565,06
4	10 000,00	94,9248	6 543,36	6 533,55	6 519,68
5	10 000,00	93,6968	6 509,79	6 493,25	6 470,93
6	10 000,00	92,4847	6 477,30	6 451,82	6 418,93
7	10 000,00	91,2882	6 444,98	6 409,14	6 363,53
8	10 000,00	90,1073	6 412,81	6 364,78	6 303,89



# Les articles

## 19. Montant cumulé des versements bruts et valeurs de rachat au terme des huit premières années (suite)

Année	Montant cumulé des versements bruts exprimé en euros	Support en unités de compte	Garantie Plancher Option 2		
			Support euro		
		Valeur de rachat exprimée en nombre de parts	Valeur de rachat exprimée en euros		
			Hausse de l'unité de compte	Stabilité de l'unité de compte	Baisse de l'unité de compte
1	10 000,00	98,7063	6 646,40	6 645,91	6 645,12
2	10 000,00	97,4294	6 605,56	6 603,29	6 600,02
3	10 000,00	96,1690	6 561,95	6 556,33	6 548,73
4	10 000,00	94,9248	6 515,11	6 504,27	6 490,40
5	10 000,00	93,6968	6 464,16	6 445,73	6 423,41
6	10 000,00	92,4847	6 408,93	6 380,31	6 347,42
7	10 000,00	91,2882	6 348,85	6 307,08	6 261,47
8	10 000,00	90,1073	6 282,49	6 223,76	6 162,87

Année	Montant cumulé des versements bruts exprimé en euros	Support en unités de compte	Garantie Vie Universelle		
			Support euro		
		Valeur de rachat exprimée en nombre de parts	Valeur de rachat exprimée en euros		
			Hausse de l'unité de compte	Stabilité de l'unité de compte	Baisse de l'unité de compte
1	10 000,00	98,7063	6 628,59	6 628,10	6 627,31
2	10 000,00	97,4294	6 570,80	6 568,68	6 565,40
3	10 000,00	96,1690	6 511,39	6 506,25	6 498,64
4	10 000,00	94,9248	6 450,48	6 440,67	6 426,80
5	10 000,00	93,6968	6 387,55	6 371,01	6 348,68
6	10 000,00	92,4847	6 323,37	6 297,87	6 264,98
7	10 000,00	91,2882	6 258,10	6 221,07	6 175,47
8	10 000,00	90,1073	6 190,99	6 139,19	6 078,29

Les valeurs de rachat ne tiennent pas compte des transferts fractionnés et rachats programmés.

**La contre-valeur en euros des parts d'unités de compte est susceptible d'évoluer aussi bien à la hausse qu'à la baisse, vous supportez l'ensemble des risques financiers au titre de la souscription.**



# Les articles

## 20. Calcul des prestations (rachat total – terme – décès)

### > 20.1 Fonds Euro Epargne

La valeur atteinte calculée en cours d'année est égale à la provision mathématique du contrat au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours, augmentée des investissements nets et/ou diminuée des désinvestissements réalisés sur le contrat au cours de l'année.

Cette valeur atteinte sera calculée en intérêts composés, sur la base de 100 % du taux minimum garanti annoncé au début de l'année du rachat total, de la survenance du terme ou du règlement du décès, au prorata du temps écoulé depuis le 1<sup>er</sup> janvier précédant ladite demande.

Le calcul de la valeur atteinte dépend de la date de valeur appliquée à l'acte de gestion sur le fonds Euro Epargne, telle que définie à l'article "Dates de valeur".

### > 20.2 Unités de compte

La valeur atteinte sera fonction du nombre d'unités de compte inscrites au contrat à la date de calcul, et des valeurs liquidatives calculées en fonction des dates de valeur, telles que définies à l'article "Dates de valeur".

## 21. Modalités de règlement et adresse de correspondance

Toutes correspondances et demandes de règlement doivent être adressées à Generali Patrimoine - 11, boulevard Haussmann 75311 Paris Cedex 09.

L'Assureur s'engage à régler les sommes dues dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours ouvrés à compter de la réception de la totalité des pièces nécessaires au règlement.

- En cas de rachat total et/ou au terme du contrat, vous devrez faire parvenir par courrier à l'Assureur l'original des Conditions Particulières et des avenants en vigueur ainsi qu'une copie d'une pièce d'identité officielle (carte nationale d'identité, passeport, etc.).
- En cas de demande de rachat partiel ou d'avance, vous devrez en faire la demande à l'Assureur par courrier accompagné d'une copie d'une pièce d'identité officielle (carte nationale d'identité, passeport, etc.).
- En cas de décès de l'Assuré, celui-ci doit être notifié par courrier à l'Assureur au moyen d'un extrait original d'acte de décès, d'un extrait original d'acte de naissance du (des) Bénéficiaire(s) accompagnés de l'original des Conditions Particulières et des avenants en vigueur du contrat, et éventuellement de toute pièce exigée par la réglementation en vigueur, notamment en matière fiscale.

- Pour le versement d'une rente viagère en cas de décès, de rachat total ou de terme, devra être adressée à l'Assureur une demande précisant s'il s'agit d'une rente réversible ou non, et le cas échéant le taux de réversion à retenir (60 % ou 100 %). Cette demande devra être accompagnée de la copie datée et signée d'une pièce d'identité officielle (carte nationale d'identité, passeport...) de chaque Bénéficiaire (si réversion) et de l'original des Conditions Particulières du contrat. De plus, durant le service de la rente, la copie datée et signée d'une pièce d'identité officielle (carte nationale d'identité, passeport...) du Bénéficiaire devra être présentée une fois par an.

L'Assureur se réserve la possibilité de demander toutes autres pièces qu'il jugerait nécessaires au règlement.



# Les articles

## 22. Délégation de créance – Nantissement

Toute délégation de créance, nantissement du contrat requiert une notification par lettre recommandée à Generali Patrimoine, dans les meilleurs délais, ainsi que, le cas échéant, en cas d'acceptation du bénéfice du contrat, l'accord exprès et préalable du (des) Bénéficiaire(s) Acceptant(s) et ce par lettre recommandée accompagnée de la photocopie d'une pièce d'identité officielle (carte nationale d'identité, passeport, etc.).

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, en cas de nantissement du contrat auprès d'une personne morale autre qu'un établissement bancaire ou auprès d'une personne physique, la prise d'identité doit être étendue au créancier gagiste, ce dernier doit fournir une copie de sa pièce d'identité en cours de validité (original d'un extrait Kbis de moins de trois mois pour les personnes morales) et motiver auprès de l'Assureur son intervention au contrat.

En l'absence de notification, ces mises en garantie ne sauraient être opposées à l'Assureur.

## 23. Renonciation au contrat

Vous pouvez renoncer au présent contrat dans un délai de trente (30) jours calendaires révolus à compter de la date de signature du Bulletin de souscription, date à laquelle vous avez été informé de la conclusion du contrat, par lettre recommandée avec avis de réception, accompagnée des documents contractuels qui vous auraient été envoyés, adressée à Generali Patrimoine, 11 boulevard Haussmann 75311 Paris Cedex 09. Dans ce cas, votre versement vous sera intégralement remboursé dans les trente (30) jours suivant la date de réception du courrier dont modèle ci-après :

*"Par la présente lettre recommandée avec avis de réception, j'ai l'honneur d'exercer la faculté de*

*renonciation prévue par l'article L 132-5-1 du Code des assurances, à mon contrat e-Xaélidia PEP, numéro de contrat (...), souscrit le (...) et de demander le remboursement intégral des sommes versées.*

*Date et signature."*

Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux, vous devez indiquer le motif de votre renonciation au contrat à l'Assureur.

L'exercice de la faculté de renonciation met fin aux garanties du contrat.

## 24. Examen des réclamations

Pour toute réclamation, vous pouvez prendre contact dans un premier (1<sup>er</sup>) temps avec votre interlocuteur habituel. Si vous pensez que le différend n'est pas réglé, vous pouvez adresser votre réclamation au : Service Relations Clientèle de Generali Patrimoine - 11, boulevard Haussmann - 75311 Paris Cedex 09.



# Les articles

## 25. Médiation

Si, malgré les efforts de l'Assureur pour vous satisfaire, vous étiez mécontent de la décision, vous pourriez demander l'avis du Médiateur qui est une personnalité extérieure au Groupe Generali.

Votre demande devra être adressée au :  
Secrétariat du Médiateur  
7-9 boulevard Haussmann  
75009 Paris

## 26. Informations – Formalités

La souscription du contrat par le biais d'une ou plusieurs techniques de communication à distance est soumise aux conditions tarifaires en vigueur applicables à la technique de communication utilisée qui seront supportées par le Souscripteur.

Lors de la signature du Bulletin de souscription, vous recevrez un double du Bulletin et la présente Note d'Information valant Conditions Générales (ces deux documents contiennent l'ensemble des dispositions qui font la loi entre les parties), ainsi que la note d'information fiscale, la liste des supports disponibles au contrat et les prospectus simplifiés des unités de compte sélectionnées, mis à votre disposition par votre Courtier.

Vous recevrez, chaque année, un document nominatif sur lequel figurera le montant des versements de l'année, ainsi que la valeur atteinte au dernier jour de l'année.

Un fonds de garantie des Assurés contre la défaillance des sociétés d'assurance de personnes est prévu à l'article L423-1 du Code des assurances.

L'autorité chargée du contrôle de Generali Vie est l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles – 61, rue Taitbout – 75436 Paris Cedex 09.

## 27. Informatique et Libertés

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données qui vous concernent. Vous pouvez exercer ce droit en vous adressant à Generali Patrimoine – 11 bd Haussmann – 75311 Paris Cedex 09. Tél. : 01 58 38 81 00.

Ces informations sont destinées à l'Assureur et sont nécessaires au traitement de votre dossier.

Ces informations sont susceptibles d'être transmises à des tiers pour les besoins de la gestion du contrat, notamment à votre Courtier. Par la signature du Bulletin de souscription, vous acceptez expressément que les données vous concernant leur soient ainsi transmises.

## 28. Prescription

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance selon les conditions de l'article L114-1 du Code des assurances. La prescription est portée à dix (10) ans lorsque le Bénéficiaire est une personne distincte du Souscripteur.

En tout état de cause, les actions du Bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente (30) ans à compter du décès de l'Assuré.

Le délai peut être interrompu par les causes habituelles d'interruption et notamment par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception.





# Les articles

## 29. Périmètre contractuel

Ce contrat est régi par :

- le Code des assurances,
- les Conditions Particulières et tout avenant établi ultérieurement,
- le Projet de contrat constitué du Bulletin de souscription et de la présente Note d'Information valant Conditions Générales et ses Annexes ci-après désignées :

- la liste des unités de compte offerts au titre du contrat et précisant leur nature et leur orientation de gestion financière (Annexe I),
- les garanties de prévoyance optionnelles en cas de décès et leur tarification (Annexe II),
- les caractéristiques fiscales du contrat (Annexe III),
- la convention de preuve qui régira les modalités de consultation du contrat en ligne (Annexe IV).

## 30. Loi applicable au contrat et régime fiscal

Pour toutes difficultés relatives à son appréciation, sa validité et son exécution, la loi applicable pour la conclusion, l'exécution et le dénouement du contrat est la loi française ; dans toutes les hypothèses où un choix de loi serait ouvert, les parties conviennent que la loi applicable au contrat est la loi française.

L'Assureur et le Souscripteur ont convenu que le français est la langue qui est utilisée entre les parties durant toute la durée du contrat.

Le régime fiscal applicable au contrat est le régime fiscal français. Les dispositions du régime fiscal applicables au contrat, figurant en Annexe III de la présente Note d'Information valant Conditions Générales, peuvent être consultées directement auprès de votre interlocuteur habituel.

## 31. Consultation du contrat en ligne

L'Assureur vous permet, sous certaines conditions, de consulter votre contrat en ligne directement sur le site Internet mis à disposition par votre Courtier ou sur le Site Internet [www.acces-client.com](http://www.acces-client.com) (ci-après le Site Internet).

La consultation du contrat en ligne ne sera accessible qu'après écoulement du délai de renonciation visé à l'article "Renonciation au contrat" de la Note d'Information valant Conditions Générales.

Seuls les contrats souscrits par des majeurs juridiquement capables ou au nom d'un mineur pourront être consultés en ligne.

### > Avertissement

**Il est précisé que le présent contrat est un contrat en unités de compte dans lequel vous supportez intégralement les risques de placement, les unités de compte étant sujettes à fluctuation à la hausse comme à la baisse.**



# Annexe I

## Liste des unités de compte

Code ISIN	Libellé	Nature juridique	Société de gestion
FR0010606764	Adequity Absolu	Fonds commun de placement	LYXOR INTERNATIONAL AM
FR0007055058	Aesope Dynamique	Fonds commun de placement	AESOPÉ GESTION DE PORTEFEUILLE
FR0007055041	Aesope Equilibre	Fonds commun de placement	AESOPÉ GESTION DE PORTEFEUILLE
FR0010321802	Agressor	Fonds commun de placement	FINANCIERE DE L'ECHIQUIER
FR0000172041	AXA Aedificandi (C)	SICAV	AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS
LU0266012409	AXA WF AEDIFICANDI GLOBAL E	Compartiment SICAV	AXA FUNDS MANAGEMENT SA
LU0227146437	AXA WF Talents Brick Part E	Compartiment SICAV	AXA FUNDS MANAGEMENT SA
FR0010530188	Barclays The Dream 2	Fonds commun de placement	BARCLAYS AM FRANCE
FR0010156604	CA-AM Oblig Internationales P	SICAV	CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMT
LU0164455502	Carmignac Commodities	SICAV	CARMIGNAC GESTION LUXEMBOURG
FR0010149302	Carmignac Emergents	Fonds commun de placement	CARMIGNAC GESTION
FR0010148981	Carmignac Investissement (A)	Fonds commun de placement	CARMIGNAC GESTION
FR0010135103	Carmignac Patrimoine	SICAV	CARMIGNAC GESTION
FR0010149211	Carmignac Profil Réactif 100	Fonds commun de placement	CARMIGNAC GESTION
FR0010149203	Carmignac Profil Réactif 50	Fonds commun de placement	CARMIGNAC GESTION
FR0010148999	Carmignac Profil Réactif 75	Fonds commun de placement	CARMIGNAC GESTION
FR0007076930	Centifolia (C)	Fonds commun de placement	DNCA FINANCE
FR0007016068	Centrale Croissance Europe	Fonds commun de placement	CCR GESTION
FR0010172437	Centrale Opportunités Monde	Fonds commun de placement	CCR GESTION
FR0010113233	Cie Immobilière Acofi C	SICAV	ACOFI GESTION
FR0010113241	Cie Immobilière Acofi D	SICAV	ACOFI GESTION
FR0010097667	CPR Croissance Prudente	Fonds commun de placement	CPR ASSET MANAGEMENT
FR0010107599	CPR Oblindex i	Fonds commun de placement	CPR ASSET MANAGEMENT
LU0055734247	CS EF Japan Megatrend B	Fonds commun de placement	CREDIT SUISSE EQUITY FUND MNGT
FR0007050190	DNCA Evolutif	Fonds commun de placement	DNCA FINANCE
DE0009773010	DWS Emerging Market	Fonds commun de placement	DWS INVESTMENT GMBH
LU0145633698	DWS Invest Global Equities	Fonds commun de placement	DWS INVESTMENT SA
FR0010321810	Echiquier Agenor	Fonds commun de placement	FINANCIERE DE L'ECHIQUIER
FR0010434969	Echiquier Quatuor	Fonds commun de placement	FINANCIERE DE L'ECHIQUIER
FR0007025523	Elan Multi Sélection Dynamique	Fonds commun de placement	ROTHSCHILD & CIE GESTION
FR0000981458	Elan Multi Sélection Equilibre	Fonds commun de placement	ROTHSCHILD & CIE GESTION
FR0007028907	Elan Multi Sélection Prudence	Fonds commun de placement	ROTHSCHILD & CIE GESTION
FR0007031323	Elan Multi Sélection Réactif	Fonds commun de placement	ROTHSCHILD & CIE GESTION
FR0007050935	Europe Dynamique	Fonds commun de placement	EDMOND DE ROTHSCHILD AM SA
FR0007051040	Eurose (C)	Fonds commun de placement	DNCA FINANCE
LU0077335932	Fidelity American Growth \$	SICAV	FIDELITY FUND MANAGEMENT LTD
LU0048578792	Fidelity European Growth Fd	SICAV	FIDELITY INVESTMENT LUXEMBOURG
LU0061175625	Fidelity European Small Cie Eur	SICAV	FIDELITY FUND MANAGEMENT LTD
LU0103194394	Fidelity Sélection Europe	SICAV	FIDELITY FUND MANAGEMENT LTD
LU0103193743	Fidelity Sélection Internationale	SICAV	FIDELITY FUND MANAGEMENT LTD
LU0070302665	Franklin Mutual Beacon A	Compartiment SICAV	FRANKLIN TEMPLETON INV MGT
LU0140362889	Franklin Mutual Beacon Fd N euro	Compartiment SICAV	FRANKLIN TEMPLETON INV MGT
LU0140363267	Franklin Mutual European	Compartiment SICAV	FRANKLIN TEMPLETON INV MGT
FR0010680207	Garant6	Obligation	
FR0000029852	Generali Euro 7-10	SICAV	GENERALI INVESTMENTS FRANCE
FR0010086652	Generali Euro Actions C	SICAV	GENERALI INVESTMENTS FRANCE
FR0010233726	Generali Trésorerie 4 DEC SI	SICAV	GENERALI INVESTMENTS FRANCE



# Annexe I

## Liste des unités de compte (suite)

Code ISIN	Libellé	Nature juridique	Société de gestion
FR0007025341	GF Europe	Fonds commun de placement	GENERALI INVESTMENTS FRANCE
LU0166422070	Invesco Capital Shield 90 E	Compartiment SICAV	INVESCO MANAGEMENT SA
FR0010546945	Ithaque (C)	Fonds commun de placement	TOCQUEVILLE FINANCE SA
LU0051759768	JF Japan Small Cap A(D)USD	Compartiment SICAV	JP MORGAN AM EUROPE
LU0089639594	JFM JF Asia PA Ex-Jap Eq A USD	Compartiment SICAV	JP MORGAN AM EUROPE
LU0074838565	JPM Emerging Europe, Middle East and Africa Equ. \$ A (D)	Compartiment SICAV	JP MORGAN AM EUROPE
LU0053685615	JPM Emerging Markets Eq. (D)	Compartiment SICAV	JP MORGAN AM EUROPE
LU0053685029	JPM Europe Equity A(dist) EUR	Compartiment SICAV	JP MORGAN AM EUROPE
FR0000443947	JPM France Sélection	Fonds commun de placement	FUNDQUEST
FR0000443954	JPM Stratégie Audace	Fonds commun de placement	FUNDQUEST
FR0000443996	JPM Stratégie Harmonie	Fonds commun de placement	FUNDQUEST
FR0000444002	JPM Stratégie Vivacité	Fonds commun de placement	FUNDQUEST
FR0010035402	Kapital Multi Reactif	Fonds commun de placement	EDMOND ROTHSCHILD MULTI MNGT
FR0007030283	KBL Richelieu Evolution	Fonds commun de placement	KBL RICHELIEU GESTION
FR0007045737	KBL Richelieu Spécial	Fonds commun de placement	KBL RICHELIEU GESTION
FR0000985327	LFC Patrimoine	Fonds commun de placement	EDMOND DE ROTHSCHILD AM SA
GB0030932676	M&G Global Basics Fd Eur A ACC	Compartiment SICAV	M&G SECURITIES
FR0000292278	Magellan	SICAV	COMGEST SA
FR0010362863	NOAM Optimum	Fonds commun de placement	NEUFLIZE OBC ASSET MANAGEMENT
FR0010546960	Odyssée C	Fonds commun de placement	TOCQUEVILLE FINANCE SA
FR0010550160	Ofi Indigo	Fonds commun de placement	OFI ASSET MANAGEMENT
FR0010556233	Ofi Optimum	Fonds commun de placement	OFI ASSET MANAGEMENT
FR0000978587	OFI RZB Europe de l Est	Fonds commun de placement	OFI ASSET MANAGEMENT
FR0010101287	Opportunité et Protection 904	Fonds commun de placement	RFS INVESTMENT MANAGERS
FR0007082276	Opportunités et Protection 902	Fonds commun de placement	RFS GESTION
FR0010107912	Optimiz Premium	Fonds commun de placement	LYXOR INTERNATIONAL AM
XS0188769144	O'Top Refuge 3	Obligation	
FR0010564245	Patrimoine Pro Actif	Fonds commun de placement	FUNDQUEST
FR0010568691	Performance Investissement	Fonds commun de placement	SWAN CAPITAL MANAGEMENT
LU0130732364	Pictet F Small Cap Europe P	Fonds commun de placement	PICTET FUNDS (EUROPE) SA
LU0130728842	Pictet Fund - Eastern Europe	Fonds commun de placement	PICTET FUNDS (EUROPE) SA
LU0328405666	Reactor 7	SICAV	HOTTINGER & CIE
FR0007084025	Sélection Star	Fonds commun de placement	JP MORGAN STRUCTURED FUND MANA
LU0090728022	SGAM Fd Bd Europe High Yield	SICAV	SGAM LUXEMBOURG SA
LU0080735201	SISF Em M D AR B	SICAV	SCHRODER INVESTMENT MANAGEMENT
FR0010204552	St Honoré Convertibles C	Fonds commun de placement	EDMOND DE ROTHSCHILD AM SA
FR0010479931	St Honoré Inde	Fonds commun de placement	EDMOND DE ROTHSCHILD AM SA
LU0170477797	Templeton Global Total Return	Compartiment SICAV	FRANKLIN TEMPLETON INV MGT
FR0010546929	Tocqueville Dividende (C)	Fonds commun de placement	TOCQUEVILLE FINANCE SA
FR0010588343	Tricolore Rendement (C)	Fonds commun de placement	EDMOND DE ROTHSCHILD AM SA
GF0000790111	UFG Pierre	SCPI	
FR0010546903	ULYSSE (C)	Fonds commun de placement	TOCQUEVILLE FINANCE SA
LU0093968963	West AM Compass Euro Bond A	Compartiment SICAV	WESTLB ASSET MANAGEMENT LUX SA

Les prospectus simplifiés des unités de compte citées dans cette annexe sont disponibles sur simple demande auprès de mon Courtier, sur le site Internet des sociétés de gestion ou via le site Internet de Generali Patrimoine.



# Annexe II

## Garantie de prévoyance

Vous pouvez choisir l'une des garanties de prévoyance définies ci-après :

### > Garantie Plancher

Cette option ne peut être retenue qu'à la souscription à condition que le contrat repose sur la tête d'un Assuré âgé de plus de dix-huit (18) et de moins de soixante-quinze (75) ans.

#### OBJET DE LA GARANTIE

L'Assureur garantit qu'en cas de décès de l'Assuré avant survenance du terme, et en toute hypothèse avant son 75<sup>ème</sup> anniversaire, les sommes dues au titre des investissements réalisés ne pourront être inférieures au capital plancher que vous aurez choisi entre les 2 options suivantes :

##### • Option 1

Le capital plancher est égal à la somme des versements bruts réalisés sur les fonds en euros et en unités de compte diminuée des éventuels rachats, avances et intérêts non remboursés.

##### • Option 2

Le capital plancher est égal à la somme des versement bruts réalisés sur les fonds en euros et en unités de compte indexée sur le base d'un taux annuel de 3,50 %, diminuée des éventuels rachats, avances et intérêts non remboursés.

Toutefois, le capital sous-risque (qui est la différence entre le montant du capital assuré et la valeur effectivement atteinte par le contrat au jour du calcul) ne peut en aucun cas excéder un montant de 1 000 000 euros.

#### PRISE D'EFFET DE LA GARANTIE

La garantie plancher prend effet dès la souscription.

#### PRIME

Chaque vendredi, si la valeur atteinte par le contrat est inférieure au capital plancher assuré, l'Assureur calcule une prime à partir du déficit constaté (capital sous-risque), du tarif défini ci-après et de l'âge de l' (des) Assuré(s).

#### TARIF

Prime annuelle pour un capital sous risque de 10 000 euros.

Âge de l'Assuré(e)	Prime	Âge de l'Assuré(e)	Prime
18 à 30 ans	17 €	53 ans	80 €
31 ans	18 €	54 ans	87 €
32 ans	19 €	55 ans	96 €
33 ans	19 €	56 ans	103 €
34 ans	20 €	57 ans	110 €
35 ans	21 €	58 ans	120 €
36 ans	22 €	59 ans	130 €
37 ans	24 €	60 ans	140 €
38 ans	25 €	61 ans	151 €
39 ans	26 €	62 ans	162 €
40 ans	28 €	63 ans	174 €
41 ans	30 €	64 ans	184 €
42 ans	32 €	65 ans	196 €
43 ans	36 €	66 ans	208 €
44 ans	39 €	67 ans	225 €
45 ans	41 €	68 ans	243 €
46 ans	44 €	69 ans	263 €
47 ans	47 €	70 ans	285 €
48 ans	51 €	71 ans	315 €
49 ans	56 €	72 ans	343 €
50 ans	61 €	73 ans	375 €
51 ans	67 €	74 ans	408 €
52 ans	73 €		

Chaque prime mensuelle est égale à la somme des primes éventuellement calculées chaque vendredi.

Si le montant de la prime est supérieur ou égal à un seuil mensuel fixé pour l'année 2009 à 15 euros, la prime mensuelle est prélevée à terme échu le dernier jour du mois sur la valeur atteinte de votre contrat en priorité sur la valeur atteinte du fonds Euro Epargne, puis éventuellement par diminution du nombre d'unités de compte.

Si le seuil minimum de prélèvement mensuel n'est pas atteint, le prélèvement est différé à la prochaine échéance, soit le dernier jour du mois suivant. En cas de rachat, de survenance du terme ou de décès de l'Assuré, les primes non acquittées sont alors prélevées sur le montant de la prestation servie.



# Annexe II

## Garantie de prévoyance (suite)

### EXCLUSIONS

Toutes les causes de décès, à l'exclusion du risque d'invalidité absolue et définitive (IAD), sont couvertes et mettent en jeu la présente garantie si elle a été souscrite, sauf pour les cas suivants :

- **Le suicide de l'Assuré : La garantie est de nul effet si l'Assuré se donne volontairement la mort au cours de la première année du contrat. Cette exclusion est maintenue même si le suicide est inconscient.**
- **En cas de guerre : La garantie du présent contrat n'aura d'effet que dans les conditions qui seront déterminées par la législation à intervenir sur les assurances sur la vie en temps de guerre.**
- **Les risques d'aviation (compétitions aériennes, raids aériens, acrobaties, voltiges) ou tous les autres sports dangereux (sport de combat, vol à voile, delta, ULM, parachutisme, alpinisme, saut à l'élastique) sont exclus de la garantie.**
- **La conséquence des accidents et maladies du fait intentionnel de l'Assuré.**
- **Le meurtre de l'Assuré par le Bénéficiaire de la garantie (Article L.132-24 du Code des assurances).**
- **Et en outre, toutes les causes prévues par la loi.**

### RÉSILIATION DE LA GARANTIE

- **Par vous-même :**

Vous avez la faculté de résilier définitivement la garantie plancher. Pour ce faire, vous devez adresser au siège de l'Assureur une lettre recommandée avec accusé de réception. La garantie plancher prend alors fin à sa prochaine échéance, soit le dernier jour du mois suivant.

- **Par Generali Vie :**

Si la prime à prélever est supérieure au solde de la valeur atteinte, l'Assureur vous adressera une lettre recommandée avec avis de réception précisant que vous disposez d'un délai de quarante (40) jours à compter de l'envoi de celle-ci pour effectuer le versement de la prime : à défaut de paiement dans ce délai, la garantie plancher sera définitivement résiliée.

La garantie plancher prend alors fin à sa prochaine échéance, soit le dernier jour du mois suivant.

### FIN DE LA GARANTIE

La garantie plancher cesse de produire ses effets en cas de rachat total de la partie épargne du contrat, en cas de survenance du terme, en cas de résiliation ou au 75<sup>ème</sup> anniversaire de l'Assuré. Le versement du capital au Bénéficiaire met fin à la garantie plancher.

### > Garantie Vie universelle

Cette option peut être souscrite à tout moment, sous réserve toutefois d'acceptation médicale par le Service médical de Generali Vie et à condition que l'Assuré soit âgé de plus de dix-huit (18) ans et moins de soixante-quinze (75) ans.

### OBJET DE LA GARANTIE

Vous déterminez dans le cadre de cette garantie le montant du capital y compris la valeur atteinte qui sera versée au(x) Bénéficiaire(s) désigné(s) en cas de décès de l'Assuré.

Toutefois, le capital sous-risque (qui est la différence entre le montant du capital assuré et la valeur effectivement atteinte par le contrat au jour du calcul) ne peut en aucun cas excéder un montant de 1 000 000 euros.

Par ailleurs, en souscrivant la garantie "Vie universelle", vous vous engagez à maintenir sur votre contrat une valeur atteinte au moins égale à 1 500 euros.

### PRISE D'EFFET DE LA GARANTIE

La garantie "Vie universelle" prend effet le premier (1<sup>er</sup>) jour du mois suivant l'acceptation du risque par le Service médical de l'Assureur et le cas échéant par l'Assuré lui-même.

### CONTRÔLE MÉDICAL

Pour être garanti, le risque décès doit être accepté par le Service médical de l'Assureur placé sous la responsabilité du Médecin Conseil de l'Assureur qui se réserve le droit de faire dépendre les modalités de son acceptation de l'état de santé de l'Assuré.

Le contrôle médical s'exerce d'abord sur simple questionnaire de santé annexé au Bulletin de souscription. Toutefois, le Service médical de l'Assureur peut, au regard du capital souscrit ou du caractère d'aggravation que pourrait présenter l'état de santé de l'Assuré, demander des renseignements ou examens complémentaires. L'ensemble des frais médicaux engendrés à cette occasion est intégralement pris en charge par l'Assureur.





# Annexe II

## Garantie de prévoyance (suite)

Toutes les pièces médicales complémentaires demandées par le Service médical de l'Assureur sont à lui adresser sous pli confidentiel. Si le Souscripteur refuse de renseigner le questionnaire médical et/ou de communiquer au Service médical de l'Assureur les pièces médicales complémentaires, nécessaires à l'appréciation du risque à assurer, aucune suite favorable ne pourra être donnée en l'état à sa demande de Garantie Vie universelle.

Dans le cas où le Service médical de l'Assureur exigerait le versement d'une surprime ou imposerait une ou plusieurs exclusions, elle notifierait ses conditions d'acceptation au plus tard quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de l'intégralité des pièces qu'elle aura jugé nécessaire de demander. Cette notification se fait sous forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Souscripteur/Assuré. Celui-ci manifeste son accord aux conditions proposées en retournant ce courrier signé dans un délai de trente (30) jours à compter de sa date d'envoi par l'Assureur sous pli confidentiel à l'attention du Service médical de l'Assureur. Dans ce cas, les garanties prennent effet le premier jour du mois suivant l'accord entre les parties. Si dans le délai de trente (30) jours mentionné ci-dessus, aucune réponse n'est parvenue, le dossier prévoyance du contrat sera classé sans suite. Un courrier vous en informant vous sera envoyé.

Les articles L 113-8, L 113-9 et L 132-26 du Code des assurances sanctionnent toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou inexactitude dans les déclarations des éléments d'appréciation des risques.

### PRIME

Chaque mardi, l'Assureur calcule une prime déterminée en fonction du tarif en vigueur défini ci-après, de l'âge de l'Assuré, des éventuelles surprimes et du montant du capital sous risque à la date de calcul (déficit constaté entre le capital assuré et la valeur atteinte diminuée des éventuelles avances et intérêts non remboursés).

### TARIF

Prime annuelle pour un capital sous risque de 10 000 euros :

Âge de l'Assuré(e)	Prime	Âge de l'Assuré(e)	Prime
18 à 30 ans	17 €	53 ans	80 €
31 ans	18 €	54 ans	87 €
32 ans	19 €	55 ans	96 €
33 ans	19 €	56 ans	103 €
34 ans	20 €	57 ans	110 €
35 ans	21 €	58 ans	120 €
36 ans	22 €	59 ans	130 €
37 ans	24 €	60 ans	140 €
38 ans	25 €	61 ans	151 €
39 ans	26 €	62 ans	162 €
40 ans	28 €	63 ans	174 €
41 ans	30 €	64 ans	184 €
42 ans	32 €	65 ans	196 €
43 ans	36 €	66 ans	208 €
44 ans	39 €	67 ans	225 €
45 ans	41 €	68 ans	243 €
46 ans	44 €	69 ans	263 €
47 ans	47 €	70 ans	285 €
48 ans	51 €	71 ans	315 €
49 ans	56 €	72 ans	343 €
50 ans	61 €	73 ans	375 €
51 ans	67 €	74 ans	408 €
52 ans	73 €		

Chaque prime mensuelle est égale à la somme des primes éventuellement calculées chaque mardi.

Si le montant de la prime est supérieur ou égal à un seuil mensuel fixé pour l'année 2009 à 15 euros, la prime mensuelle est prélevée à terme échu le dernier jour du mois sur la valeur atteinte de votre contrat : en priorité sur la valeur atteinte du fonds Euro Epargne puis éventuellement par diminution du nombre d'unités de compte.

Si le seuil minimum de prélèvement mensuel n'est pas atteint, le prélèvement est différé à la prochaine échéance, soit le dernier jour du mois suivant. En cas de rachat, de survenance du terme ou de décès de l'Assuré, les primes non acquittées sont alors prélevées sur le montant de la prestation servie.



# Annexe II

## Garantie de prévoyance (suite)

### MODIFICATION DES CAPITAUX ASSURÉS

Vous pouvez demander, par écrit, que soit modifié le montant des capitaux assurés en cas de décès. La prime est alors automatiquement réajustée en fonction du nouveau capital garanti.

Toutefois, l'Assuré devra, en cas d'augmentation des capitaux assurés, se soumettre aux procédures d'acceptation médicales énoncées au paragraphe "Contrôle médical". En toute hypothèse, ce nouvel examen ne saurait remettre en cause le niveau de garantie précédemment accordé.

La modification des capitaux assurés prendra effet le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant l'acceptation du risque par le Service médical de l'Assureur et le cas échéant par l'Assuré lui-même.

### EXCLUSIONS

Toutes les causes de décès, à l'exclusion du risque d'invalidité absolue et définitive (IAD), sont couvertes et donnent lieu au versement d'un capital supplémentaire que vous aurez déterminé à la souscription de cette option, sauf pour les cas suivants :

- **Le suicide de l'Assuré : la garantie est de nul effet si l'Assuré se donne volontairement la mort au cours de la première année du contrat. Cette exclusion est maintenue même si le suicide est inconscient.**
- **En cas de guerre : la garantie du présent contrat n'aura d'effet que dans les conditions qui seront déterminées par la législation à intervenir sur les assurances sur la vie en temps de guerre.**
- **Les risques d'aviation (compétitions aériennes, raids aériens, acrobaties, voltige) ou tous les autres sports dangereux (sport de combat, vol à voile, delta, ULM, parachutisme, alpinisme, saut à l'élastique) sont exclus de la garantie.**
- **La conséquence des accidents et maladies du fait intentionnel de l'Assuré.**
- **Le meurtre de l'Assuré par le(s) Bénéficiaire(s) de la garantie (Article L.132-24 du Code des assurances).**
- **Et en outre, toutes les causes prévues par la loi.**

### RÉSILIATION DE LA GARANTIE

#### • Par vous-même :

Vous avez la faculté de résilier définitivement la garantie Vie universelle. Pour ce faire, vous devez adresser au siège de l'Assureur une lettre recommandée avec accusé de réception.

La garantie "Vie universelle" prend alors fin à sa prochaine échéance soit le dernier jour du mois suivant.

#### • Par Generali Vie :

Si la prime à prélever est supérieure au solde de la valeur atteinte, l'Assureur vous adressera une lettre recommandée avec avis de réception précisant que vous disposez d'un délai de quarante (40) jours à compter de l'envoi de celle-ci pour effectuer le versement de la prime : à défaut de paiement dans ce délai, la garantie "Vie universelle" sera définitivement résiliée à la prochaine échéance, soit le dernier jour du mois suivant.

Si la valeur atteinte du contrat est inférieure à 1 500 euros, l'Assureur vous adressera une lettre recommandée avec avis de réception précisant que vous disposez d'un délai de quarante (40) jours à compter de l'envoi de celle-ci pour effectuer le versement nécessaire au maintien de la garantie : à défaut de versement dans ce délai, la garantie "Vie universelle" sera définitivement résiliée à la prochaine échéance, soit le dernier jour du mois suivant.

### FIN DE LA GARANTIE

La garantie cesse de produire ses effets en cas de rachat total de la partie épargnée du contrat, en cas de survenance du terme, en cas de résiliation ou au 75<sup>ème</sup> anniversaire de l'Assuré.

Le versement du capital ou de la rente au(x) Bénéficiaire(s) met fin à la garantie "Vie universelle".



# Annexe III

## Note d'information fiscale : le Plan d'Épargne Populaire ("PEP")

### > Mécanisme du PEP

**Il n'est plus possible d'ouvrir un PEP depuis le 25 septembre 2003. Les transferts de PEP ouverts avant cette date et les versements complémentaires peuvent être effectués.**

#### OUVERTURE DU PEP

##### Qui peut ouvrir un PEP ?

Il peut être ouvert un plan par contribuable (personne physique), veuf ou divorcé.

Les contribuables mariés peuvent ouvrir un PEP au nom de chacun des époux.

Une personne physique non domiciliée en France peut ouvrir un PEP.

##### Date d'ouverture du PEP ?

Elle correspond à la date du premier (1<sup>er</sup>) versement qui déterminera l'échéance de la période au terme de laquelle le droit à l'exonération des produits sera acquis.

##### Durée du PEP ?

La durée initiale du plan, pour bénéficier de l'exonération fiscale des produits, doit être de huit (8) ans, cette durée pouvant être prorogée.

#### FONCTIONNEMENT DU PEP

Les versements sont effectués sur un compte de dépôt ouvert auprès d'un établissement financier ou sur un contrat d'Assurance sur la Vie. Aucun minimum de versement n'est imposé. En revanche, la totalité des versements sur toute la durée du plan ne doit pas excéder 92 000 euros.

Les versements effectués sur un contrat d'Assurance sur la Vie et retenus pour apprécier si le plafond de 92 000 euros est ou non atteint, sont constitués par la fraction de prime représentative de l'opération d'épargne.

Le contribuable a la faculté d'effectuer des versements chaque année, il peut les suspendre momentanément et les reprendre ensuite. Au terme du plan ou en cas de rachat total du plan au-delà du huitième (8<sup>ème</sup>) anniversaire de sa date d'effet, le capital versé ne pourra être inférieur au cumul des primes nettes depuis l'origine, représentative de l'opération d'épargne.

Cette garantie est également accordée dès la prise d'effet du plan lorsque la demande de rachat intervient moins de deux ans après la survenance d'un des événements suivants :

- décès du conjoint soumis à une imposition commune,
- expiration des droits aux assurances chômage prévues par le Code du travail à la suite d'un licenciement du titulaire ou de son conjoint,
- cessation d'activité non salariée du titulaire ou de son conjoint, à la suite d'un jugement de liquidation judiciaire,
- invalidité du titulaire ou de son conjoint correspondant au classement dans les deuxième (2<sup>ème</sup>) ou troisième (3<sup>ème</sup>) catégories.

#### TRANSFERT DU PEP VERS UN AUTRE ORGANISME GESTIONNAIRE

Le titulaire doit remettre à l'organisme gestionnaire d'origine un certificat d'identification du PEP, délivré par l'organisme gestionnaire vers lequel le transfert doit s'effectuer. Dans le cadre d'un contrat d'Assurance sur la Vie, le transfert portera sur la Provision Mathématique.

### > Régime fiscal des rachats

#### • Rachats après huit (8) ans :

Dans ce cas, les sommes versées au contribuable sont exonérées d'impôt sur le revenu (en revanche elles restent soumises à la CSG et CRDS (8,20 % + 0,50 %) et au Prélèvement social : 3,40 %), qu'il s'agisse d'un versement sous forme de capital ou de rente viagère.

Tout rachat intervenant avant la dixième (10<sup>ème</sup>) année entraîne la clôture du PEP. Le contrat se poursuit avec la fiscalité de droit commun applicable au contrat d'assurance vie.

En revanche, lorsqu'un rachat est effectué après dix (10) ans, le PEP n'est pas clos mais tout nouveau versement est impossible.

#### • Rachats avant huit (8) ans :

Les produits capitalisés sont soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers. L'assiette de l'impôt est constituée par la différence entre les primes versées et les capitaux versés.



# Annexe III

## Note d'information fiscale : le Plan d'Épargne Populaire ("PEP") (suite)

Toutefois, le contribuable peut opter pour un prélèvement libératoire égal (en 2009) à :

- 35 % si le rachat intervient avant le quatrième (4<sup>ème</sup>) anniversaire du contrat,
- 18 % si le rachat intervient entre la quatrième (4<sup>ème</sup>) année et le huitième (8<sup>ème</sup>) anniversaire du contrat.

La CRDS calculée au taux de 0,50 %, la CSG calculée au taux de 8,20 % et les prélèvements sociaux calculés au taux de 3,40 % sont dus, à l'occasion de tout rachat (partiel ou total), sur les intérêts crédités au contrat.

S'il s'agit d'une rente viagère, celle-ci est imposée dans les conditions de droit commun, c'est-à-dire en fonction de l'âge du crédientier lors de l'entrée en jouissance de la rente.

### **NB : Événements entraînant la clôture :**

- rachat avant dix (10) ans,
- dépassement de la limite de 92 000 euros,
- ouverture par le contribuable de plus d'un PEP,
- décès du Titulaire.

En cas de clôture du PEP, le régime fiscal alors applicable est celui de l'assurance - vie. Les produits seront alors soumis à l'impôt sur le revenu ou au prélèvement libératoire forfaitaire aux taux figurant ci-dessus si les rachats sont effectués avant huit (8) ans ou à 7,50 % si le rachat est effectué après huit (8) ans. Ces taux s'entendent hors CSG (8,20 %), CRDS (0,50 %) et Prélèvements sociaux (3,40 %).

### • Conservation des pièces justificatives

À l'issue de chaque année, l'organisme gestionnaire du PEP adressera à son titulaire une attestation énonçant les versements effectués au cours de l'exercice que le titulaire devra conserver.

### **EXONÉRATION DES DROITS DE SUCCESSION**

(Art. 990-I et 757B du Code Général des Impôts)

En cas de décès de l'Assuré, le(s) Bénéficiaire(s) désigné(s) au contrat sera(ont) imposé(s) dans les conditions suivantes selon que les primes auront été versées par l'Assuré alors que celui-ci était âgé de moins de soixante-dix (70) ans ou de plus de soixante-dix (70) ans :

- **les primes sont versées avant le soixante-dixième (70<sup>ème</sup>) anniversaire de l'Assuré** : dans ces circonstances, le capital décès versé au(x) Bénéficiaire(s) désigné(s) au contrat est soumis à une taxe forfaitaire de 20 % sur la partie du capital décès excédant 152 500 euros. Cet abattement de 152 500 euros est applicable par Bénéficiaire(s) mais s'apprécie tous contrats confondus (article 990-I du Code Général des Impôts).
- **les primes sont versées après les soixante-dix (70) ans de l'Assuré** : dans cette hypothèse, des droits de mutation par décès seront acquittés par le(s) Bénéficiaire(s) désigné(s) au contrat, suivant le degré de parenté existant entre le(s) Bénéficiaire(s) et l'Assuré, à concurrence de la fraction de primes versées après les soixante-dix (70) ans de l'Assuré excédant 30 500 euros. Cet abattement de 30 500 euros est un abattement global et s'apprécie quel que soit le nombre de Bénéficiaires désignés au contrat (article 757 B du Code Général des Impôts).

**NB : Les indications générales sur la fiscalité du contrat sont données sous réserve de l'évolution des dispositions réglementaires et législatives en vigueur et n'ont pas de valeur contractuelle ; elles vous sont communiquées à titre purement indicatif.**



# Annexe IV

## Modalités de consultation du contrat en ligne

### > Dispositions générales

#### DÉFINITIONS :

Aux fins des présentes, sont désignés comme étant :

- **Client** : toute personne entrée en relation contractuelle avec le Courtier, quels que soient les services et produits offerts.
- **Code d'Accès Confidentiel** : le procédé technique délivré par l'Assureur à tout Client, prenant la forme d'un "login" et "d'un mot de passe" associé, permettant à tout Client d'être identifié et authentifié sur le site Internet mis à sa disposition par son Courtier ou sur le Site Internet [www.acces-client.com](http://www.acces-client.com) (ci-après le Site Internet) et d'avoir accès à la consultation de son contrat e-Xaélidia PEP sur ledit site.
- **Souscripteur/Assuré** : le Client, personne physique, qui a souscrit un contrat d'assurance vie en unités de compte et/ou en euros e-Xaélidia PEP.

Les autres termes définis dans la Note d'Information valant Conditions Générales du contrat ainsi que ses Annexes ont le sens qui leur est attribué dans les documents afférents.

#### ACCÈS À LA CONSULTATION DU CONTRAT :

L'accès à la consultation du contrat se fera au moyen d'un Code d'Accès Confidentiel qui vous sera directement attribué par l'Assureur. Ce Code d'Accès Confidentiel, strictement personnel, aura pour fonction de vous authentifier et de vous identifier, permettant ainsi de garantir votre habilitation à consulter votre contrat en ligne sur le Site Internet.

L'Assureur se réserve le droit, sans que cela ne remette en cause la validité du contrat, de ne pas donner suite à la demande d'attribution de Code d'Accès pour la consultation en ligne du contrat ou d'imposer des conditions et/ou restrictions particulières. Aucune responsabilité ne pourra être retenue à ce titre.

Vous vous engagez à garder ce code personnel et à prendre toutes les mesures propres à assurer la confidentialité de votre Code d'Accès Confidentiel vous permettant d'avoir accès à des données personnelles et confidentielles afférentes à votre contrat. Vous devez en conséquence tenir ce code absolument secret dans votre intérêt même et ne le communiquer à quiconque. Vous serez seul responsable de la communication d'information résultant de l'utilisation frauduleuse, détournée ou non autorisée par un tiers de vos Codes d'Accès Confidentiels.

En cas de perte ou de vol du Code d'Accès Confidentiel, vous devez impérativement et sans délai en informer l'Assureur aux jours et heures d'ouverture, afin qu'un nouveau code vous soit attribué. Les conséquences directes ou indirectes, résultant de l'absence d'opposition ou d'une opposition tardive seront de votre responsabilité exclusive.

#### CONVENTION DE PREUVE - RESPONSABILITÉ

##### • Conservation informatique du contenu des écrans :

Afin de sécuriser et de pouvoir être en mesure de faire la preuve des conditions des opérations de consultation du contrat qui vous sont proposées, l'Assureur met en place un système d'enregistrement régulier permettant de conserver la preuve non personnalisée de l'ensemble des écrans de consultation du contrat figurant sur le site Internet.

##### • Informations financières :

Afin de pouvoir être en mesure de faire la preuve des informations financières servant de base au calcul à la valorisation des unités de compte, l'Assureur procédera à une conservation des données communiquées par son système d'information.

##### • Mode de preuve des différentes opérations en ligne

Vous acceptez et reconnaissez que :

- toute consultation du contrat sur le Site Internet, effectuée après authentification au moyen de votre Code d'Accès Confidentiel sera réputée être effectuée par vous ;
- l'Assureur pourra apporter la preuve des informations non personnalisées contenues dans les écrans de consultation du contrat figurant sur le Site Internet mis à votre disposition par le biais du système d'enregistrement régulier décrit ci-dessus au paragraphe "Conservation informatique du contenu des écrans" ;
- l'Assureur pourra apporter la preuve des informations financières servant de base au calcul de la valorisation des unités de compte, par le biais de son système d'information ;
- de manière générale, les données contenues dans le système d'information de l'Assureur vous sont opposables et ont force probante en matière d'application de toutes dispositions du présent contrat.



Génération responsable



**GENERALI**  
Solutions d'assurances

**Generali Vie**

Société appartenant au Groupe Generali  
immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances  
Société Anonyme au capital de 285 863 760 euros  
Entreprise régie par le Code des assurances  
602 062 481 RCS Paris

**Siège social**

11, boulevard Haussmann - 75009 Paris